

Séminaire à Oran sur la Paix et sécurité en Afrique

UNIFIER LES RANGS DES AFRICAINS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7766 - SAMEDI 16 DÉCEMBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Crimes sionistes à Gaza

ENCORE DES CARNAGES SUR LES CIVILS

Page 2

TEBBOUNE À PROPOS DE LA PRODUCTION DE VÉHICULES

PRIORITÉ À LA SATISFACTION DU MARCHÉ LOCAL



La Foire de la production algérienne (FPA) est une occasion d'exposer et de faire le point sur les réalisations et les perspectives de la production nationale dans divers domaines. L'industrie mécanique semble se distinguer. Ses progrès ont été salués par le président de la République, lequel a appelé à la satisfaction du marché local de véhicules avant l'exportation. L'accompagnement et le soutien aux investisseurs ont été encore une fois réitérés par le Président qui a procédé à l'inauguration officielle de cet événement économique.

Page 3

ECONOMIE ALGÉRIENNE

Perspectives favorables, selon le FMI

Page 3

MALADIES RARES

Pour l'adoption de traitements innovants

Page 5

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2024

Riche programme culturel en vue

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

CRIMES SIONISTES À GAZA

Encore des carnages sur les civils palestiniens

Rien ne semble arrêter la sauvagerie de l'entité sioniste qui poursuit toujours ses carnages contre les populations civiles à Gaza. Alors que le monde entier, sauf les Etats Unis, appelle à un cessez le feu immédiat, Tel Aviv fait la sourde oreille. Assoiffés par le sang des Palestiniens, les sionistes multiplient les crimes aveugles et les assassinats les plus cruels, allant jusqu'à profaner des lieux de prières des musulmans et à lancer des provocations aux fidèles palestiniens dans des zones en Cisjordanie.



La barbarie sioniste n'a aucune limite.

Plusieurs Palestiniens sont tombés en martyrs, dans la nuit de jeudi à vendredi, lors d'une nouvelle série d'agressions de l'aviation sioniste ciblant plusieurs quartiers dans les villes de Khan Younis et Rafah, au sud de la bande de Gaza». Selon des sources locales, citée par l'agence de presse Wafa, à Khan Younis, au moins quatre Palestiniens, dont des enfants, auraient été tués, et plusieurs autres auraient été blessés lorsque l'aviation sioniste a ciblé la maison de la famille Abu Nasr. Les bombardements d'artillerie de l'armée sioniste ont touché, par ailleurs, plusieurs quartiers dans les villes de Deir al-Balah, Ghaza et de Nusseirat , ainsi qu'une zone industrielle près de Rafah, faisant des dizaines de martyrs et plusieurs autres blessés, a-t-on ajouté.

L'agression sioniste en cours contre la bande de Ghaza, depuis le 7 octobre dernier, a fait désormais près de 19000 martyrs et environ 52.000 blessés, selon les autorités palestiniennes. «Partout où l'on va, les gens sont désespérés, affamés et terrifiés», a déclaré le commissaire général de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, au cours d'une conférence de presse à Genève, en marge du Forum mondial des Nations unies sur les réfugiés. «Nous sommes au bord d'une possible implosion» dans la bande de Gaza, «parce que l'ordre civil s'effondre de plus en plus», a-t-il ajouté. «Avec ce désespoir croissant, notre environnement opérationnel devient de plus en plus difficile. À ce stade, en l'absence d'un cessez-le-feu, le seul moyen d'y remédier (...) est d'apporter une aide à grande échelle. La faim est une chose que les habitants de Gaza n'avaient jamais connue auparavant mais elle est apparue ces dernières semaines», a-t-il assuré.

CRI D'ALARME DE L'UNRWA

Dans la bande de Gaza, «les gens ont le sentiment d'avoir été abandonnés par la communauté internationale», a assuré M. Lazzarini, qui s'est dit «choqué» par «le manque d'empathie et d'humanité (...) alors qu'en fait, ce qui se passe à Gaza devrait indigner n'importe qui».

Pour sa part, la résistance a annoncé avoir tué une quarantaine de soldats sionistes et détruit plus de 70 véhicules blindés, lors de plusieurs opérations de combat notamment dans des quartiers au nord et à l'est de la bande. Ces opérations surviennent au moment où l'entité sioniste s'entête à poursuivre ses bombardements sauvages contre les civils palestiniens. Le Premier ministre israélien a déclaré qu'il ne cessera pas ses raids contre Ghaza et qu'il continuera la guerre jusqu'au bout, en dépit des appels de ses propres alliés.

BIDEN A UNE «RESPONSABILITÉ HISTORIQUE»

Le président Joe Biden avait annoncé mardi dernier qu'Israël risquait de perdre le soutien de la communauté internationale en raison de ses bombardements «aveugles» sur la bande de Gaza. Il s'agissait de la critique la plus franche des Etats-Unis, premier soutien d'Israël, depuis le début de la guerre.

Le président turc a affirmé que les Etats-Unis ont «la responsabilité historique d'assurer le plus rapidement possible un cessez-le-feu permanent dans la région»

«Le président Erdogan a déclaré que l'intensification et la prolongation des attaques israéliennes pourraient avoir des conséquences régionales et mondiales négatives», a rapporté jeudi soir la présidence turque dans un communiqué publié à l'issue d'un entretien téléphonique qu'il a eu avec Joe Biden. Il s'agissait du premier entretien entre les deux dirigeants depuis le 7 octobre. «Le retrait du soutien inconditionnel des Etats-Unis à Israël peut garantir un cessez-le-feu rapide», a insisté M. Erdogan.

Plusieurs pays ont fait part de leur préoccupation face au nombre accéléré d'attaques de colons sionistes contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée, appelant «à la sanction des auteurs de ces actes».

Dans une déclaration conjointe, reprise jeudi soir par l'agence de presse palestinienne Wafa, «l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, La Suisse et le Royaume-Uni, ont appelé l'entité sioniste à prendre des mesures immédiates et concrètes pour faire face aux niveaux élevés de violence coloniale en Cisjordanie occupée».

«Depuis le début du mois d'octobre, les colons ont commis plus de 343 attaques violentes, tuant 8 civils palestiniens, blessant plus de 83 autres et forçant 1026 Palestiniens à quitter leurs maisons», ont relevé les signataires, soulignant que «les colons sionistes horrifient les communautés palestiniennes». Les Etats susmentionnés ont réitéré leur position selon laquelle les colonies sionistes en Cisjordanie occupée sont illégales en vertu du droit international et ont rappelé les obligations de l'entité sioniste en vertu du droit international, en particulier l'article 49 de la quatrième Convention de Genève.

NOUVELLE PROFANATION D'UNE MOSQUÉE À JENINE

Cette montée de la violence des colons sionistes contre les Palestiniens est inacceptable, et le gouvernement sioniste en tant que puissance occupante, doit protéger la population civile palestinienne en Cisjordanie. «Les responsables d'actes de violence doivent également être traduits en justice», ont insisté les signataires.

De son côté, la présidence palestinienne a condamné des images montrant des soldats sionistes récitant une prière juive dans une mosquée de Cisjordanie occupée, qualifiant cette «profanation» de «honteuse». Cette vidéo montre des soldats sionistes à l'intérieur d'une mosquée, dans le camp de réfugiés de Jénine, utilisant des haut-parleurs pour réciter une prière majeure du judaïsme.

A la fin de la vidéo, des éclats de rire sont perceptibles, alors que les troupes sortent de la mosquée et qu'un chant de Hanouka est diffusé, toujours via haut-parleur.

«La profanation par les forces d'occupation sionistes d'une mosquée dans le camp de Jénine est un comportement honteux et condamnable», a déclaré le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abou Roudeina

Il a mis en garde contre le risque «d'entraîner la région dans une guerre de religion» et contre «les répercussions de ces attaques».

Hachemi B.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À TEBBOUNE

Abbas salue la position constante de l'Algérie en faveur de la Palestine

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, une lettre de la part du président de l'Etat de Palestine, M. Mahmoud Abbas, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Dans cette lettre, Mahmoud Abbas a fait état de «la situation actuelle dans les territoires palestiniens occupés et l'agression brutale commise par les forces d'occupation contre le peuple palestinien», est-il précisé de même source. Le message a été remis «lors de l'audience accordée, jeudi, par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, au secrétaire du Comité central du mouvement palestinien Fatah, M. Jibril Rajoub». Lors de l'audience, le responsable palestinien a «fait part des vifs remerciements et de la haute estime de l'Etat palestinien, direction, gouvernement et peuple, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au peuple algérien, pour la position constante et authentique de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne». M. Jibril Rajoub a en outre «salué hautement la vision stratégique du président de la République et la pertinence de ses efforts et démarches en faveur de la réconciliation nationale palestinienne, l'unique voie pour faire face à l'occupation et à ses pratiques d'agression contre le peuple palestinien frère».

S. N.

TEBBOUNE À PROPOS DE LA PRODUCTION DE VÉHICULES

Priorité à la satisfaction du marché local

La Foire de la production algérienne (FPA) est une occasion d'exposer et de faire le point sur les réalisations et les perspectives de la production nationale dans divers domaines. L'industrie mécanique semble se distinguer. Ses progrès ont été salués par le président de la République, lequel a appelé à la satisfaction du marché local de véhicules avant l'exportation. L'accompagnement et le soutien aux investisseurs ont été encore une fois réitérés par le Président qui a procédé à l'inauguration officielle de cet événement économique.



Le Président lors de l'ouverture de la Foire de la production algérienne.

Les réalisations ainsi que les perspectives ont été exposées par les opérateurs au président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Au niveau des stands représentant l'industrie militaire, un exposé détaillé sur les capacités de production de cette industrie a été fait au Président, lequel a inspecté quelques armes produites en Algérie, saluant le niveau de développement atteint par l'industrie militaire en Algérie. Il a ainsi affirmé que l'Algérie a dépassé le taux de 40 % d'intégration dans le domaine des industries mécaniques.

Au stand de Fiat Algérie, le président de la République a salué le partenariat algéro-italien, tout en affirmant l'importance accordée par l'Etat aux industries mécaniques et leur contribution au tissu industriel national.

«Nous sommes sur la bonne voie», s'est-il réjoui, soulignant la «très grande confiance en nos amis et partenaires italiens». «L'industrie mécanique doit tirer l'Algérie vers le haut du point de vue industriel», a indiqué Abdelmadjid Tebboune, assurant que le tissu industriel algérien est en train de progresser grâce à beaucoup d'opérateurs locaux qui ont pris l'initiative d'investir dans ce domaine. Selon lui, il ne s'agit pas uniquement de consommer des voitures, il faut qu'on participe à la fabrication de ces véhicules et qu'on renforce le tissu industriel du pays.

Le Président a, en outre, mis en avant la place qu'occupe le complexe sidérurgique Tosyali dans le tissu industriel national, affirmant l'importance accordée par l'Etat à ce secteur, notamment après le lancement de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet. «Avec le lancement de Gara Djebilet, vous allez pouvoir monter en cadence sans importer. Vous allez monter à 5 millions de tonnes et peut-être même plus», a-t-il dit au représentant de l'entreprise, considérant Tosyali comme étant une société bien intégrée dans l'économie.

«ON NE PERMETTRA À PERSONNE DE SABOTER L'INDUSTRIE ALGÉRIENNE»

Le Chef de l'Etat a visité d'autres stands d'industriels locaux, à l'instar de Condor, où il a salué les efforts déployés par les compétences algériennes pour augmenter le taux d'intégration dans l'industrie ainsi que les «efforts des industriels honnêtes qui se sont adaptés à la nouvelle politique nationale et grâce auxquels des devises sont économisées». S'adressant aux représentants de Fertial (Société des fertilisants d'Algérie), le président de la République a souligné que la disponibilité des engrais, devenus le produit «le plus stratégique au monde», constituait le plus grand défi pour l'investissement agricole. Il a, par ailleurs, salué la qualité de la production nationale en matière de fabrication des lubrifiants.

Il a, cependant, insisté sur le fait d'accorder la priorité à la satisfaction du marché national avant d'aller à l'exportation. «Il ne faut pas exporter au détriment des besoins nationaux», a-t-il insisté, soulignant l'importance de se référer à des statistiques fiables qui permettent de prendre les bonnes décisions. Le Président n'a pas manqué d'évoquer les blocages subis dans le passé par des industriels algériens, assurant qu'il «n'allait permettre à personne de saboter l'industrie algérienne».

VERS L'OUVERTURE DE SUCCURSALES DE LA BNH

Des représentants du secteur de l'Habitat sont également présents à cette 31e édition de la FPN, qui s'étalera jusqu'au 23 décembre. Le Président, qui a visité ces stands, a appelé à l'ouverture de succursales de la nouvelle Banque nationale de l'habitat (BNH), notamment dans les grandes villes qui connaissent une importante dynamique dans la promotion immobilière.

«Il faut aller vers les grandes villes, comme Oran, Annaba, Constantine ou Blida, et ouvrir des succursales, mais là où il n'y a pas d'activité importante de promoteurs immobiliers, il ne faut pas en ouvrir, il ne faut pas ouvrir à titre symbolique». C'est dans ce sens que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, présent à l'inauguration, a avancé que le plan d'action du secteur pour 2024 prévoyait l'ouverture de 7 agences de la BNH à travers le territoire national, dont la wilaya de Béchar, assurant que la Banque de l'habitat «participera au financement de l'AADL 3, conformément aux instructions du président de la République».

SOUTIEN INDÉFECTIBLE AUX INVESTISSEURS

Sur un autre registre, le président de la République a réitéré le soutien, à tous les niveaux, de l'Etat aux investisseurs pour de meilleures performances et davantage d'opportunités d'emploi.

«L'Etat soutient et accompagne les investisseurs à tous les niveaux, aussi bien pour le financement que pour le foncier, ou encore afin d'aplanir les difficultés pour de meilleures performances et davantage d'opportunités d'emploi», a-t-il dit, signalant les nouvelles opportunités d'investissement.

«L'Algérie est désormais un chantier ouvert, notamment avec l'entrée en exploitation de plusieurs projets stratégiques, les usines de construction automobile et l'élargissement du parc des industries de l'électroménager», a précisé le Président, soulignant que «cela ouvrira la porte aux start-up et aux sociétés de sous-traitance en vue de contribuer à l'augmentation du niveau d'intégration dans l'industrie nationale, à l'instar des réalisations de l'institution de l'Armée nationale populaire en matière d'industries militaires, dont le taux de certaines branches a atteint les 100 %».

Lilia Aït Akli

PRÉVISIONS DU FMI SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Perspectives favorables pour 2024

LES PERSPECTIVES de l'économie algérienne, à court terme, sont «globalement favorables», marquées par une croissance robuste et une inflation plus modérée en 2024. Ces perspectives pourraient s'améliorer grâce aux réformes économiques qui se poursuivent. Le FMI a également émis des recommandations pour mener à bien ces réformes. Le constat positif a été émis par le chef de la mission du Fonds monétaire international (FMI) en Algérie, Chris Geiregat, qui s'est exprimé lors d'une conférence de presse, tenue à l'issue des consultations annuelles menées, depuis le 3 décembre, par cette institution financière internationale en Algérie, au titre de l'article 4 des statuts du Fonds.

M. Geiregat a affirmé que pour 2023, «le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait enregistrer un excédent pour la deuxième année consécutive, en dépit de la baisse des prix des hydrocarbures», tandis que les réserves internationales sont à un niveau «confortable», équivalent à 14 mois d'importations à fin octobre. C'est pourquoi, les perspectives, à court terme, sont «globalement favorables», a-t-il assuré, ajoutant que «la croissance devrait rester robuste en 2024, et l'inflation devrait se modérer». Geiregat a également estimé que les perspectives économiques du pays pourraient «s'améliorer grâce à la poursuite des réformes visant à diversifier l'économie (et réduire sa dépendance aux hydrocarbures), à établir une croissance plus forte et soutenable et à stimuler la création d'emplois». Ces réformes nécessiteraient, selon lui «une mise en œuvre continue du Plan d'action du gouvernement, une hausse de l'investissement privé, une amélioration du climat général des affaires, un plus grand développement des marchés financiers domestiques et la recherche de nouvelles opportunités pour les exportations hors hydrocarbures, dans la continuité de l'action menée par les autorités». Le responsable du FMI a, par ailleurs, indiqué que «la mission salue les progrès continus enregistrés en matière de réforme des finances publiques, tels que l'introduction du budget programme et la mise en place de contrats de performance pour les gestionnaires, qui devraient améliorer la transparence et la redevabilité en matière d'exécution budgétaire». La mission, ajoute-t-il, se félicite aussi de «l'adoption de la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à stimuler l'innovation et l'inclusion financières (comme la création des institutions bancaires numériques ou islamiques), à moderniser les outils à la disposition de la banque centrale en matière de supervision financière et de gestion des crises, et à réformer l'organisation de la banque centrale et les opérations de politique monétaire». Ce responsable du FMI a également rappelé que «les autorités algériennes ont mis en œuvre plusieurs initiatives pour améliorer le climat des affaires, diversifier l'économie et promouvoir les investissements privés». Il a, dans ce sens, expliqué que «la nouvelle loi relative à l'investissement vise à soutenir l'initiative privée et sera mise en œuvre par une nouvelle agence de promotion de l'investissement (y compris à travers un guichet unique et des plateformes électroniques dédiées aux investisseurs)».

Il a également évoqué l'établissement, par les banques algériennes, de filiales à l'étranger pour accompagner les entreprises exportatrices, ainsi que la mise en œuvre, par les autorités, «d'une vaste stratégie de numérisation pour améliorer la prestation de services, la gouvernance et la transparence».

Rim Boukhari

ALGER

Saisie de près d'un million de comprimés psychotropes

LA POLICE d'Alger a saisi environ 4 kg de drogue dure entre cocaïne et héroïne, ainsi que près de 6 kg de cannabis et 971 202 unités de substances psychotropes, au cours du mois de novembre dernier. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Différentes unités opérationnelles sur le terrain ont réussi à saisir des quantités importantes de drogue, notamment 5 947 g de cannabis, 2 677 g de cocaïne, 1 229 g d'héroïne et 4,25 g d'opium. Ces unités ont aussi saisi près d'un million (971 202) capsules de psychotropes de différentes marques et 22 bouteilles de solution narcotique, précise la même source. Ces différentes opérations ont été menées dans le cadre du traitement de 7 155 affaires criminelles liées aux atteintes aux personnes, aux biens et aux propriétés, aux crimes liés aux drogues et aux substances psychotropes, au port d'armes blanches interdites ainsi qu'à la cybercriminalité. Par ailleurs, le centre de commandement et de contrôle de la sûreté de la wilaya d'Alger, a reçu en novembre dernier, plus de 79 000 appels téléphoniques sur les numéros verts pour signaler un danger ou des manœuvres dangereuses sur la voie publique, a-t-on appris dans un autre communiqué des mêmes services. «Les appels sont reçus régulièrement et en continu durant 24 heures, en coordination avec les services opérationnels et les brigades présentes sur le terrain en leur fournissant les différentes informations concernant les signalements ou les plaintes et en les accompagnant via les caméras de surveillance et de sécurité pour localiser le lieu en un temps record» ajoute la DGSN. En outre, l'application «Allo Chorta» reçoit quotidiennement un nombre «important» de signalements, que ce soit par l'envoi de photos ou de messages audio ou écrits, selon la même source. Les services de sûreté de la wilaya d'Alger rappellent les numéros verts 1548 et de secours 17, ainsi que l'application Allo Chorta mis à la disposition des citoyens pour tout signalement.

S. B.

TASSILI AIRLINES

Deux nouvelles lignes vers le Sud

LA SOCIÉTÉ de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), a annoncé, dans un communiqué, le lancement de nouvelles lignes aériennes intérieures vers les wilayas d'Ain Salah et de Tamanrasset. Les liaisons ont commencé à être assurées par la compagnie Tassili Airlines depuis jeudi 14 décembre courant. «Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'expansion du réseau aérien intérieur», a-t-on souligné.

S. N.

AIR ALGÉRIE

Vols promotionnels vers Istanbul

LA COMPAGNIE aérienne Air Algérie a annoncé une nouvelle promotion pour les vols reliant Alger et Istanbul en Turquie. Les billets, en aller-retour, sont cédés à partir de 38 100 dinars. a indiqué un communiqué de la compagnie aérienne. Cette offre est valable pour tout achat de billets effectué jusqu'au 31 décembre 2023, avec option de l'utiliser jusqu'au 26 octobre 2024, précise la même source.

S. N.

PLAN D'ACTION NATIONAL SUR L'ENFANCE

Les groupes de travail à l'œuvre

Afin de protéger les enfants de la violence et de tous les dangers qui menacent leur intégrité physique et psychologique, le plan d'action national sur l'enfance, dont les travaux viennent d'être lancés, sera soumis l'année prochaine aux Hautes autorités du pays pour approbation. C'est ce qu'a affirmé la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi.



La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi.

S'exprimant lors du lancement des travaux des groupes de travail chargés de l'élaboration du Plan d'action national sur l'enfance 2024-2029, Mme Cherfi a précisé que le projet de ce plan comprend essentiellement le bilan des réalisations accomplies à l'échelle nationale dans le domaine de l'enfance ainsi que les entraves et les défis futurs. Le principal objectif étant la mise en place d'un cadre définissant les orientations stratégiques et les priorités nationales en vue d'une meilleure prise en charge des questions de l'enfance dans un environnement sécurisé permettant le bon développement de l'enfant à l'abri de tout danger.

Ces groupes, a-t-elle fait savoir, sont composés de représentants des différents secteurs concernés et de la société civile ainsi que d'experts en la matière.

Les membres de la commission chargée de l'élaboration de ce plan ont été répartis sur cinq ateliers et groupes de travail qui auront à débattre de nombreux axes, à l'instar de la prospérité sociale de l'enfance au sein de la famille, les programmes sociaux, les loisirs, la culture, les sports et la qualité des prestations destinées aux enfants.

Installée le 20 novembre dernier par l'ONPPE, en coordination avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ladite commission est composée de 46 membres représentant divers secteurs concernés par la question de l'enfance.

Il convient de rappeler que l'Algérie, ayant ratifié l'ensemble des conventions internationales et régionales relatives aux droits et au bien-être de l'enfant, a pris des mesures concrètes pour traduire ces droits en une réalité. Plusieurs mesures ont été prises, dans ce sens, notamment sur le plan juridique, à travers la promulgation de la loi n° 15-12 du 15 juillet 2015, établissant des mécanismes et des mesures de protection de l'enfant. Le texte actuel vise à établir les règles et les mécanismes de protection de l'enfance en Algérie. Elle représente une avancée significative dans la lutte contre les violences faites aux enfants, à travers la mise en place d'un cadre juridique de protection spécifique.

Cette loi garantit une protection complète, à la fois sur les plans social, juridique et judiciaire. En vertu de cette loi, il y a eu la création d'un organe chargé de promouvoir les droits de l'enfant algérien où qu'il se trouve, sans aucune distinction. Il s'agit de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE) qui a mis en place un numéro vert, le 11 11, pour le signalement des atteintes aux droits de l'enfant. Ces mesures constituent une avancée majeure du pays en matière de protection de l'enfance.

Lynda Louifi

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE DE BÉJAIA

Un ouvrage d'art pour relier la RN 12 à Oued-Ghir

UN OUVRAGE d'art faisant office d'échangeur devrait, rapidement, être érigé pour relier la pénétrante autoroutière reliant le Port de Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest du PK 11 à la RN 12 à hauteur de la commune d'Oued-Ghir. C'est la décision qui a été prise au cours d'une rencontre des acteurs impliqués dans ce projet structurant.

Le wali de Béjaïa M. Kamel Eddine Karbouche s'est réuni avec de nombreux responsable à ce sujet dont un directeur central au ministère des Travaux publics et un représentant du ministre, le directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), les directeurs de l'exécutif de wilaya dont celui des travaux publics, le P/APW, les représentants des entreprises CRCC et SPTA, ceux du bureau d'étude engagé dans ce projet, les élus locaux et les parlementaires, entre autres.

Les protagonistes ont abordé la dernière section de la pénétrante autoroutière reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest du PK 11 au PK 00 ou plus exactement la tranche localisée entre le PK 16 et le PK 00. Cependant, les discussions ont tourné, en grande partie, sur l'option d'un échangeur avec un ouvrage d'art qui devrait relier cette autoroute depuis le PK 11 à la RN 12 à Oued-Ghir qui est, actuellement, en travaux de réaménagement et d'extension sur 20 KM. Le ministre des Travaux publics avait demandé aux acteurs impliqués dans ce projet structurant de trancher la question rapidement. Et c'est chose faite. «L'étude d'exécution sera lancée avant la fin du mois en cours et l'ouvrage en question sera mis service dans un délai court, soit au courant de l'année prochaine», a affirmé le premier responsable de la wilaya.

Cette option est jugée, très importante pour fluidifier le trafic routier en attendant la fin des travaux qui seront menés entre le PK 11 au PK 00 au Port de Béjaïa qui devraient prendre beaucoup plus de temps vu certaines difficultés d'ordre techniques observées sur quelques kilomètres. Ceci alors qu'un autre échangeur devrait aussi être érigé au PK 06 pour relier la RN 75.

«Les travaux de cette partie reliant le PK 11 au PK 06 sont en cours, ceci alors que les études de faisabilité de la section délimitée entre le PK 06 et PK 00 ont aussi été lancées», a, également, affirmé le wali en marge de la rencontre. A l'occasion, le chef de l'exécutif, a souligné que «toutes les entraves administratives et juridiques ont, en majorité, été levées».

Il dira aussi : «les procédures d'expropriation et dédommagement des propriétaires terriens sont très avancées et nous intervenons là où des oppositions sont manifestées et les réglons». Concernant la réalisation de la section circonscrite entre le PK 11 et le PK 06 ou un grand ouvrage devrait être bâti les travaux sont en cours ceci alors que des études sont en cours en ce qui concerne la tranche allant du PK 06- PK 00.

S'agissant des matériaux de construction, «les chantiers seront approvisionnés normalement», a indiqué le même responsable, affirmant que les chantiers de la pénétrante et de la voie ferrée sont favorisés et des TVO sont mis en quantités suffisantes à la disposition de l'ADA et des entreprises réalisatrices avec, aussi, un approvisionnement depuis la wilaya de Bouira».

S'agissant du pont devant relier la pénétrante à la RN 106 et RN 26 à Aït R'zine, dans la haute Soummam à partir du PK 74, une commission composée d'élus, du DRAG, des parlementaires et des élus locaux, sera dépêchée ces jours-ci sur le terrain pour rendre compte de l'option la plus facile pour la réalisation de l'ouvrage soit, au PK 74 ou au PK 73 si des oppositions venaient à être exprimées». Le premier responsable de la wilaya est contrarié par rapport au retard accusé pour la réalisation de ce pont et l'échangeur qui devrait être érigé en 2018.

N. Bensalem

MALADIES RARES

POUR L'ADOPTION DE TRAITEMENTS INNOVANTS

Dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des maladies rares en Algérie, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu les membres de l'Association algérienne de biotechnologie pour discuter des approches innovantes en matière de traitement et de diagnostic. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Lors de cette réunion, Salah Eddine Sahraoui, président de l'association, a présenté au ministre les développements récents dans le domaine de la biotechnologie et de la recherche médicale. Il a aussi souligné l'importance des nouvelles méthodes de diagnostic ainsi que des médicaments novateurs qui peuvent apporter un soutien précieux aux patients atteints de maladies rares. «Sensible aux enjeux cruciaux en matière de santé publique, le ministre s'est montré particulièrement intéressé par ces avancées», a-t-on ajouté. Il a souligné la nécessité d'une coordination efficace entre les associations spécialisées et les services ministériels pour améliorer la prise en charge de ce type de maladie.

Durant la réunion, M. Aoun a insisté sur l'importance d'une planification conjointe entre les associations spécialisées et les autorités ministérielles. L'objectif est de faciliter l'enregistrement des médicaments innovants ainsi que le processus de diagnostic précis des maladies rares. De plus, le premier responsable du secteur pharmaceutique a évoqué la possibilité de mettre en place des contrats d'efficacité avec les secteurs concernés afin de garantir la disponibilité de ces médicaments à des coûts optimisés.

La réunion entre le ministre et l'Association algérienne de biotechnologie marque ainsi une étape significative vers une approche intégrée visant à améliorer la qualité des soins pour les patients atteints de maladies rares en Algérie.

Il convient de rappeler qu'en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, plusieurs décisions ont été adoptées durant cette année en vue de l'amélioration de la prise en charge médicale de cette catégorie de patients. Parmi ces décisions figure le lancement, en 2023, d'une opération de réactualisation de la liste des maladies rares. Sachant que la dernière liste, comptant 28 maladies rares, remonte à l'année 2013. Il a également été procédé à la création d'un fichier national encadrant les traitements et les protocoles y afférents.

Selon les dernières statistiques, sur plus de deux millions de patients reconnus dans la catégorie des maladies rares en Algérie, une majorité souffre de maladies dites sanguines, à l'instar de l'hémophilie, de la drépanocytose et de la Béta-thalassémie. Plus de 50 000 patients sont, quant à eux, atteints de maladies neuromusculaires (myopathies), à l'instar de la myopathie de Duchenne affectant les garçons. De même, il a été recensé les myopathies métaboliques, l'amyotrophie spinale (la plus sévère étant de type 1 et touchant les nourrissons) et les maladies lysosomes, maladie de Gaucher et maladie de Fabry.

Sihem Bounabi

DÉBAT DES PROFESSIONNELS À TIZI OUZOU

Comment assurer une meilleure santé

QUELS sont les mécanismes à enclencher pour assurer une meilleure santé ? Telle est l'élément clef discuté à l'occasion du séminaire qui a pris fin jeudi, à Fréha, dans la wilaya de Tizi Ouzou, après deux jours de travaux.

Plusieurs professionnels de la santé et les représentants des pouvoirs publics ont pris part à cette rencontre.

S'exprimant dès l'ouverture de ce rendez-vous scientifique sur le lancement de l'atelier de mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau local (ODD3), le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Nouhou Hamadou, a affirmé que les déterminants sociaux et environnementaux constituent des axes clefs à développer pour une meilleure santé. Dans ce sens, il a indiqué que «l'amélioration de ces indices contribue à l'amélioration de l'état de santé des populations qui n'est pas uniquement une problématique de nature médicale».

«Les 197 États membres de l'organisation mondiale, expliquera-t-il, mènent des efforts importants pour offrir à leurs populations une meilleure santé et l'objectif de ce programme est le partage des expériences menées dans différents pays».

Nouhou Hamadou citera, à titre d'exemple, le concours du «village le plus propre» organisé localement, plus exactement l'APW de Tizi Ouzou. En ce qui le concerne, le wali, Djillali Doumi, a souligné que «l'axe principal des différentes politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics est de faire du citoyen l'élément fondamental de tout développement, sanitaire, alimentaire, sécuritaire et autres».

Les organisateurs de cette rencontre estiment que l'ODD3 constitue «une locomotive qui doit entraîner l'ensemble des autres secteurs et que la mise en œuvre de ces objectifs de l'OMS passe inévitablement par un développement global et intégré». Il a été également discuté, lors de cette rencontre, des objectifs tracés par l'OMS à l'horizon 2030 lesquels seront débattus à l'issue de la tenue de plusieurs ateliers en vue de l'établissement d'une feuille de route pour leur application.

Notons également que l'atelier de mise en œuvre des objectifs du développement durable au niveau local (ODD3) est organisé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, conjointement avec l'OMS et est destiné à quelques «150 participants à différents niveaux concernés par la mise en œuvre de l'ODD3».

Les deux premières rencontres de ce genre ont été organisées au niveau des wilayas de Tipaza et de Bouira. Il y a lieu de souligner enfin que les travaux de cette rencontre se poursuivent aujourd'hui.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine



CARAVANE DE LA CNR À MÉDÉA

Présentation des nouvelles prestations

DANS le but de faire connaître les nouvelles prestations dédiées à la catégorie des retraités, une caravane sillonne depuis quelques jours les communes de la wilaya de Médéa pour expliquer les avantages et les facilitations procurées par le programme de modernisation des services de la Caisse nationale des retraités (CNR). Les nouveautés et facilitations que présente la Caisse sont rendues possibles grâce à l'introduction de «solutions intelligentes et d'applications électroniques» auxquelles tous les retraités peuvent avoir accès et les utiliser selon leurs besoins. C'est ce qu'a indiqué, au cours d'une journée dédiée mercredi, la directrice de l'agence CNR de Médéa, Medaguine Abla. Pour ce faire, pas moins de quatorze applications électroniques sont mises à la disposition des usagers du secteur sur le site www.cnr.dz, permettant à celui qui en formule la demande de prendre connaissance des prestations offertes, d'accéder facilement à la plateforme pour, par exemple, faire une demande à distance de la liquidation de retraite, de consulter la plateforme de suivi de la carrière, de formuler une réclamation en cas d'anomalie de calcul de la retraite, d'obtenir un certificat de revenu à partir du domicile…

Au cours d'un point de presse animé au niveau de ses services, la directrice de l'agence CNR de Médéa a souligné qu'outre les nouveautés introduites par le secteur en matière d'applications électroniques, la CNR a mis en place un certain nombre de prestations en faveur de ses affiliés en leur fournissant des aides en matière d'accompagnement administratif, de distribution d'aides à domicile, de prothèses médicales et d'appareillages orthopédiques dont les fauteuils roulants et autres.

Outre la mise en place de cet important bouquet de plateformes électroniques, le retraité a la latitude d'utiliser son téléphone portable pour accéder à d'autres services tels que le suivi de son dossier via la plateforme : suivi.cnr.dz, l'espace retraité via la plateforme : retraité.cnr.dz, le compte individuel du salarié : cis.cnr.dz.

La même responsable donnera quelques chiffres sur la catégorie de retraités affiliés à l'agence CNR de Médéa qui, a-t-elle fait savoir, gère un portefeuille de plus de 73 285 retraités dont plus de 28 215 ont été invités à renouveler leurs dossiers par SMS sachant que 89 % des retraités ont mis leurs numéros de téléphone à la disposition de la Caisse et que, par ailleurs, 176 usagers ont déjà utilisé la plateforme R-Face permettant de vérifier qu'une personne est bien celle qu'elle prétend être au moment d'un contrôle d'accès.

Nabil B.

LES DÉFIS DE L'ALGÉRIE 2024/2030 :

Relancer l'économie nationale en d'adaptant aux nouvelles mutations mondiales et en conciliant l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale

Professeur des universités, Docteur d'Etat (1974) en sciences économiques, Expert international Abderrahmane MEBTOUL



En ce mois de fin décembre 2023 , l'Algérie est toujours à la recherche de son destin avec une transition inachevée. Les défis qui attendent l'Algérie sont nombreux et complexes. Toute politique de développement de 2024/2025/2030 n'aura de chance d'aboutir que si l'on tient compte à la fois des nouvelles mutations mondiales et des trajectoires du passé afin d'atténuer les tensions budgétaires et sociales. Dans cette conjoncture difficile, de hautes tensions géostratégiques, l'on n'a pas besoin de louanges de courtisans, en contrepartie d'une rente, contre- productive pour le pouvoir lui-même, mais d'un langage de vérité ni sinistrose ni autosatisfaction afin de mobiliser la population, existant un lien dialectique entre sécurité et développement

1.-.-LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2023/2025 DE L'ALGÉRIE FAVORABLES SELON LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI .

Le rapport de la BM note , après une année 2020 marquée par une croissance négative de moins 5,1% pour cent , en raison de la pandémie de Covid-19 , l'Algérie a amélioré ses indicateurs financiers, ayant toutes les potentialités pour devenir un acteur actif au sein des espaces euro méditerranéens et africains , son espace naturel et avoir une croissance forte de 8/9% pour absorber le flux additionnel de demande d'emplois de 350000/400.000/an qui s'ajoute au taux de chômage actuel d'environ 14% entre 2022/2023, Les réserves de change s'élèveront selon le gouvernement fin 2023 à 73 milliards de dollars et 82/83 milliards de dollars y compris les réserves d'or , 173 tonnes) et les DTS déposés au FMI et selon le rapport de la BM , les réserves de change ont atteint 68,8 G$ US, soit 17,2 mois d'importations, en juin 2023, contre 61,7 G$ US à la fin-2022, soit 15,9 mois d'importations de biens et de services. Cependant, le compte courant devrait passer d'un excédent record de 9,8 % du PIB en 2022 à 2,8 % en 2023, avant d'atteindre 1,4 % en 2024 et 0,5 % du PIB en 2025. Selon le rapport, comme le dinar a suivi une trajectoire similaire par rapport aux monnaies utilisées avec ses principaux partenaires commerciaux (dollar américain, euro, yuan), les taux de change effectifs nominaux et réels (pondérés en fonction des échanges) se sont également renforcés au second semestre 2022, avant de se stabiliser au second semestre 2023. Au total, l'encours de la dette extérieure, faible, à fin septembre 2022, est estimé à 2,914 milliards de dollars contre 3,062 milliards de dollars à fin décembre 2021, en baisse de 148 millions de dollars. Sous l'effet de la baisse des recettes d'hydrocarbures par rapport à 2022, et de l'augmentation des dépenses, le déficit budgétaire devrait se creuser en 2023 et 2024 (une estimation provisoire de 5800 milliards de dinars en 2024 soit au cours de 137 dinars un dollar 42,33 milliards de dollars, une augmentation selon La BM de 6,8 % en 2023 et de 8,9% en 2024. Le ratio de la dette publique au PIB augmenterait de 5 points de pourcentage du PIB entre 2023 et 2025, pour atteindre 60,2 % du PIB en 2025.. La croissance du PIB réel s'est établie à 3,4% en 2021 à 3,2% en 2022 et de 2,5% en 2023 avec un impact sur le taux de chômage de plus de 14% en 2023. Pour 2024, il est prévu un taux de croissance du PIB de 2,5% dont le montant est estimé à 234 milliards de dollars en 2024, contre 216,4 milliards en 2023 (le gouvernement l'ayant estimé à 233 milliards de dollars en 2023) et une prévision de 245 milliards de dollars en 2025. Pour la BM, l' inflation est restée à un niveau élevé, ayant atteint 9,7 % sur les 8 premiers mois de 2023, celle des produits alimentaires 14,0 %, avec une moyenne de 9% pour 2023. Le rapport de la Banque mondiale rejoint celui récent du FMI qui a rendu, le 04 décembre 2023 , ses conclusions à l'issue de sa mission du 3 au 14 décembre en Algérie pour qui les perspectives de l'économie algérienne sont « globalement favorables » à court terme avec une croissance solide de 4,2 % en 2023, avec un solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait enregistrer un excédent pour la deuxième année consécutive et les réserves de change de l'Algérie sont à un « niveau confortable, équivalent à 14 mois d'importations à fin octobre, mais avec des risques en 2024 et surtout à moyen terme avec une l'inflation qui « pourrait demeurer élevée et la volatilité des prix des hydrocarbures pourrait avoir un impact sur la croissance et les recettes budgétaires et la persistance » de déficits budgétaires « élevés » qui « éroderait la marge de manœuvre budgétaire, provoquant un resserrement des contraintes de financement et une hausse de la dette publique. Pour ce rapport, l'économie algérienne est également « hautement vulnérable aux effets du changement climatique, tel qu'illustré par les épisodes récents de sécheresse. Les perspectives économiques pourraient s'améliorer sous réserve de quatre conditions. Premièrement, , des efforts soutenus sont nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investissements condition d'une croissance durable et faire baisser le taux de chômage où la performance et à la résilience de l'économie algérienne est tributaire de profondes réformes dont celles des institutions par une lutte contre la bureaucratie et la corruption , une politique des subventions ciblées intimement liée à l'intégration de la sphère informelle (renvoyant à la dualité de de la cotation du dinar) au sien de la sphère réelle supposant un système d'information fiable en temps réel ; la réforme du marché de l'emploi (une nouvelle politique de l'éducation fondée sur la qualité collant à l'environnement et améliorer le cadre de la recherche pour éviter l'exode des cerveaux) ; la réforme du système financier dans toute sa composante (banques, fiscalité, douane, domaine) et de l'épineux problème du foncier avec toutes utilités . Deuxièmement les facteurs géostratégiques et économiques mondiaux du fait à la fois de l'évolution de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, de la résurgence des conflits au Moyen-Orient et de l'incertitude de la croissance de l'économie mondiale influent sur le cours des hydrocarbures dont l'Algérie dépend fortement car la majeure partie des exportations en devises, entre 2022/2023 , plus de 95% provient de cette rente avec des prix fluctuants qui échappent à la décision interne, soit à la hausse, soit à la baisse. Troisièmement, l'Algérie pays semi-aride, l'économie algérienne dépend fortement d' un retour à la normale de la pluviométrie après trois années de sécheresse, facteur lié aux impacts du réchauffement climatique avec des catastrophes naturelles qui font peser sur la croissance de l'agriculture et les tensions sur l'eau douce . Quatrièmement, l'inflation devrait progressivement reculer en 2024 et 2025,mais sous réserve de la mise en œuvre de politiques monétaires et budgétaires prudentes et que les précipitations pour améliorer l'agriculture se rétablissent.

2.—LES DÉFIS DE L'ALGÉRIE 2024/2030

Il existe un lien dialectique entre sécurité et développement car sans sécurité, point de développement. L'ANP s'oriente vers la professionnalisation grâce à une formation permanente s'adaptant aux nouvelles technologies, sa vocation étant de protéger le territoire national, assurer la sécurité des biens et personnes et ce au moment où de vives tensions géostratégiques se trament au niveau de la région,. Dans les pays dits démocratiques les armées et les forces de sécurité contrairement à certaines propagandes jouent un rôle central dans la sécurité et le développement, existant un lien dialectique entre l'industrie militaire et les secteurs économiques du civil. En plus, si l'on prend les expériences récentes, les USA ont eu un président patron de la CIA, feu père Bush et la Russie Vladimir Poutine un ancien patron du KGB , de la Chine qui déploie ses forces de sécurité pour dynamiser ses exportations, de la majorité des pays du tiers-monde où les forces armées jouent un rôle central. Pour une société participative afin de respecter le contrat de coopération, s'impose une efficacité des institutions qui régissent des règles de coopération qui peuvent être informelles (comme les tabous, certaines traditions) ou formelles (écrites, codifiées comme le droit moderne).

A SUIVRE

CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

Biden visé par une enquête en destitution

Le Congrès américain a approuvé le 13 décembre l'ouverture formelle d'une enquête en destitution de Joe Biden, motivée par les affaires controversées de son fils à l'étranger, et qualifiée de «combine politique sans fondement» par le président.

Par 221 voix contre 212, la Chambre des représentants, dirigée par le Parti républicain, a adopté le 13 décembre une résolution républicaine afin d'ouvrir une enquête en destitution à l'encontre de Joe Biden. Cette procédure n'a quasiment aucune chance d'aboutir, mais pourrait se transformer en casse-tête pour la Maison Blanche avant la présidentielle de novembre 2024, à laquelle Joe Biden est candidat. Les conservateurs, majoritaires à la Chambre des représentants depuis janvier, accusent le dirigeant démocrate d'avoir usé de son influence lorsqu'il était vice-président de Barack Obama (2009-2017) pour permettre à son fils de faire des affaires douteuses en Chine et en Ukraine. «Joe Biden a menti de façon répétée au peuple américain», a accusé le chef de la commission d'enquête de la Chambre, James Comer, depuis l'hémicycle. Le président, les démocrates et son fils nient ces accusations en bloc. «Une combine politique sans fondement», selon Biden Les républicains «choisissent de perdre leur temps avec une combine politique sans fondement», a accusé Joe Biden après le vote. «Au lieu de travailler à rendre meilleure la vie des Américains, leur priorité est de m'attaquer avec des mensonges», a-t-il déclaré dans un communiqué. «Mon père n'a jamais été impliqué financièrement dans mes affaires», avait déjà balayé Hunter Biden, lors d'une rare conférence de presse le 13 décembre au matin. Présent devant le Congrès américain, le quinquagénaire, au passé marqué par les addictions et inculpé dans deux dossiers par la justice, a reconnu avoir fait «des erreurs» dans sa vie. Mais il a accusé



«les trumpistes» d'avoir tenté de le «déshumaniser», pour «nuire» à son père. Il a refusé pour cette raison de participer à une audition à huis clos organisée par les républicains, qui l'avaient assigné à comparaître au Capitole. Le président de 81 ans a toujours soutenu publiquement Hunter Biden, répétant souvent être «fier» de lui. «Le moment est venu d'apporter des réponses au peuple américain» Une enquête en destitution, réclamée de longue date par les élus proches de Donald Trump face à qui Joe Biden pourrait être opposé en 2024, avait déjà été ouverte contre le président démocrate durant l'été. Une première audition parlementaire avait même été organisée sur le sujet fin septembre, lors de laquelle les experts interrogés s'étaient accordés à dire que rien ne permettait pour l'heure de justifier une mise en accusation du président Biden. «Il n'y a aucune preuve que le président Biden ait commis un quelconque acte répréhensible», a renchéri le 13 décembre le chef démocrate à la Chambre, Hakeem Jeffries. Les républicains estiment toutefois que l'ouverture formelle de l'enquête, adoptée par leurs seules voix, leur offrira des pouvoirs supplémentaires, et donc de nouvelles possibilités d'incriminer le dirigeant démocrate. «Le moment est venu d'apporter des réponses au peuple américain», a lancé le 13 décembre le président de la Chambre, le républicain Mike Johnson, à l'issue du vote, assurant ne pas prendre cette enquête «à la légère». Aucun président destitué jusqu'à présent Selon la Constitution américaine, le Congrès peux destituer le président en cas de «trahison, corruption ou autres crimes et délits majeurs». La procédure se déroule en deux étapes. Après avoir mené son enquête, la Chambre des représentants vote, à une majorité simple, des articles de mise en accusation détaillant les faits reprochés au président : c'est ce qui s'appelle «impeachment» en anglais. Si la mise en accusation venait à être votée, le Sénat, chambre haute du Congrès, ferait alors le procès du président. Il serait toutefois très probablement acquitté, le parti de Joe Biden étant majoritaire dans cette chambre. Jamais un président n'a été destitué dans l'histoire américaine. Trois ont été mis en accusation : Andrew Johnson en 1868, Bill Clinton en 1998 et Donald Trump en 2019 et en 2021. Mais tous ont été finalement acquittés. Richard Nixon a préféré démissionner en 1974 pour éviter une destitution certaine par le Congrès en raison du scandale du Watergate.

R. I.

UKRAINE

Orban bloque l'aide européenne de 50 milliards d'euros destinée

LES DIRIGEANTS de l'Union européenne ont échoué dans la nuit du 14 au 15 décembre à convaincre la Hongrie de lever son veto à une nouvelle aide de 50 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine, après être pourtant parvenus plus tôt à ouvrir des négociations d'adhésion avec ce pays en guerre grâce à l'abstention de Viktor Orban. «Résumé de la nuit: veto pour des fonds supplémentaires à l'Ukraine» comme pour le projet de révision du budget européen, a indiqué le Premier ministre hongrois Viktor Orban sur X (ex-Twitter) le 15 décembre dans la nuit. Les 26 autres pays de l'UE, réunis avec la Hongrie en sommet à Bruxelles, ont dû s'incliner devant l'obstination du dirigeant hongrois. «Nous reviendrons sur le sujet début janvier» lors d'un nouveau sommet, a indiqué au milieu de la nuit le président du Conseil européen Charles Michel. «Nous sommes 26 pays à avoir donné notre feu vert. Il n'y a pas d'accord avec la Hongrie pour l'heure, mais je suis confiant que nous y parviendrons l'an prochain», a abondé le Premier ministre néerlandais Mark Rutte. L'UE avait prévu d'accorder à l'Ukraine une aide de 50 milliards d'euros, 33 milliards de prêts et 17 milliards d'euros de dons, sur quatre ans à compter de l'an prochain. Cette nouvelle aide est jugée cruciale par Kiev au moment où une aide américaine de plus de 60 milliards de dollars reste bloquée au Congrès en raison des réticences d'élus républicains. Orban entend conditionner l'aide à Kiev au déblocage de la totalité des fonds européens pour son pays. «J'ai toujours dit que si on procédait à un amendement du budget de l'UE (...), la Hongrie saisirait l'occasion pour revendiquer clairement ce qu'elle mérite. Pas la moitié, pas un quart, mais la totalité», a-t-il lancé le 15 décembre à la radio publique hongroise. Budapest a obtenu le 13 décembre le déblocage de dix milliards d'euros de fonds européens, après une décision de la Commission européenne. Au total, 21 milliards de fonds européens destinés à la Hongrie sont toujours gelés par l'UE, dans le cadre de différentes procédures, en raison des manquements à l'Etat de droit reprochés à Budapest par Bruxelles, ce dont se défend la Hongrie. La Hongrie s'abstient sur l'entrée de l'Ukraine Les dirigeants européens avaient pourtant réussi quelques heures plus tôt à se mettre d'accord sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine. Orban s'est abstenu, pour ne pas avoir à endosser une décision qu'il n'a cessé de juger désastreuse pour l'avenir de l'UE. Le dirigeant hongrois «n'était pas dans la salle quand le texte a été adopté, c'était convenu avec lui», a expliqué à l'AFP un diplomate européen ayant requis l'anonymat. «C'est une solution pragmatique (…) Le signal politique est donné», a-t-il poursuivi. Dans une vidéo publiée sur Facebook, Viktor Orban a ensuite expliqué que son pays ne voulait pas «partager la responsabilité» de ce choix «insensé» des 26 autres Etats et s'est donc «abstenu». «C'est une victoire pour l'Ukraine, pour toute l'Europe, une victoire qui motive, inspire et rend plus fort », a en revanche lancé le président ukrainien Volodymyr Zelensky, tandis que la Maison Blanche saluait une « décision historique ». Le processus sera encore long, mais le chancelier allemand Olaf Scholz a salué « un signe fort de soutien » à l'Ukraine qui offre « une perspective » à ce pays. Le président français Emmanuel Macron a évoqué une « réponse logique, juste et nécessaire » aux aspirations de son peuple. «Les conditions n'ont pas été remplies», selon Orban Quelques heures plus tôt, Orban avait pourtant martelé son refus d'accepter cette étape. «Il n'y a aucune raison de discuter quoi que ce soit, car les conditions n'ont pas été remplies», avait-il lâché, combatif, dès le début du sommet. Volodymyr Zelensky attendait un signal d'encouragement des Européens, au moment où les signaux négatifs venus de Washington se multiplient. Depuis des semaines les nuages s'accumulent au-dessus de l'Ukraine: sa contre-offensive militaire n'a pas produit de percée décisive et l'aide occidentale, indispensable à l'effort de guerre, est bloquée. Au moment même où débutait le sommet crucial de Bruxelles, Vladimir Poutine affichait par contraste sa confiance dans une victoire de Moscou. « Pratiquement sur toute la longueur de la ligne de contact, nos forces armées améliorent leurs positions », a affirmé le président russe. L'UE a également décidé d'accorder le statut de pays candidat à la Géorgie et d'ouvrir, sous conditions, des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine. **R. I.**

FOOTBALL : LA FAF ÉCOPE D'UNE AMENDE DE 50 000 CHF DANS L'AFFAIRE SELLIMI – O MÉDÉA

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) annonce avoir écopé d'une amende de 50 000 CHF (52 703 euros), soit près de 7.75 millions DA, infligée par l'organe disciplinaire de la Fédération internationale de football association (FIFA). Cette amende, explique la FAF, est liée au contentieux opposant l'entraîneur tunisien Lotfi Sellimi à l'Olympique Médéa, ainsi que le non-respect de la décision d'interdiction d'attribuer les licences par la Ligue nationale de football amateur (LNFA). Pour rappel, Lotfi Sellimi avait saisi la FIFA après son limogeage de l'OM en 2022 après 12 matchs. Le club avait été condamné dans un premier temps à lui verser 8,678,508 DA au titre d'arriérés de rémunération ; une somme majorée d'un intérêt annuel de 18% à compter du 16 février 2022.

LA FAF LANCE UN AVIS D'ADJUDICATION DE SES « DROITS MARKETING » ET DE PUBLICITÉ

La Fédération algérienne de football (FAF) a lancé un avis d'adjudication de ses « droits marketing » et de publicité ouvert à tous les secteurs de l'activité économique pour la période 2024 à 2026, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié mercredi sur son site officiel. Cet avis d'adjudication de ses « droits marketing » et de publicité ne concerne pas la télécommunication Mobile, précise la même source. L'instance fédérale précise que «cette consultation concerne l'ensemble des Droits marketing et publicitaires de la FAF et de ses équipes nationales de football, ainsi que les Droits marketing sur les événements institutionnels de la FAF», souligne le communiqué. Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au plus tard le 31 décembre 2023 à 16h00. Les offres doivent parvenir à la FAF sous pli fermé, portant la mention «confidentiel - soumission Droits FAF/EN», conclut la FAF.

GOALBALL -JP 2024 : L'ALGÉRIE QUALIFIÉE EN DAMES

LA SÉLECTION algérienne dames de goalball a conservé son titre africain et s'est qualifiée aux Jeux paralympiques-2024, en battant jeudi dernier au Caire, son homologue égyptienne (12-2, mi-temps 7-2), en finale du Championnat d'Afrique des nations-IBSA, alors que les messieurs ont perdu la finale face à l'Egypte qui représentera le continent africain à Paris. Dans un tournoi dames à trois sélections (Algérie, Egypte et Ghana), les protégées de l'entraîneur national, Miloud Djilali, ont remporté aisément toutes les rencontres. La finale entre l'Algérie et l'Egypte a été, comme attendu, à sens unique, où les Algériennes ont déroulé face à un adversaire qu'elles connaissent déjà, les Egyptiennes étant la seconde meilleure équipe en Afrique après l'Algérie. Avec ce nouveau sacre africain, le 5e du genre, la sélection algérienne se qualifie également aux Jeux paralympiques de Paris, après ceux de Rio 2016 et Tokyo 2021.

COUPE D'ASIE 2024 :

L'équipe nationale palestinienne «déterminée à donner l'image d'un peuple invincible»

Les membres de la sélection palestinienne de football qui séjourne à Annaba (Nord-est de l'Algérie), dans le cadre d'un stage précompétitif en vue de la coupe d'Asie prévue début 2024 au Qatar, ont affirmé que leur équipe, dans le contexte dramatique vécu à Ghaza, «est déterminée à faire bonne figure et à donner l'image d'un peuple invincible».



L'entraîneur des gardiens de but, Iyad Falana, a déclaré aux médias, mercredi soir, en marge de la première séance d'entraînement sur le terrain annexe du stade du 19 Mai 1956 d'Annaba, que les circonstances particulières et l'épreuve douloureuse à laquelle son pays fait face, « renforce la détermination de l'équipe et nourrit sa volonté farouche de transmettre au monde le message d'un peuple qui résiste aux formes les plus laides de destruction et montrer que le peuple palestinien est invincible». Il a ajouté que le sport a « toujours été et restera le message des peuples», avant de souligner que les Palestiniens, «dans ces circonstances douloureuses et malgré l'isolement qui leur est imposé, seront présents à travers l'enthousiasme de leur équipe dont la volonté est de hisser haut le drapeau palestinien et de faire entendre la voix de la Palestine «. Pour sa part, le coordinateur-presse de l'équipe nationale de Palestine, Ahmed Radjoub, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que « la présence de l'équipe palestinienne à Annaba, sur la terre d'Algérie, sera une halte pour tirer les leçons de la lutte glorieuse du peuple algérien qui avait souffert « du fléau du colonialisme et jouit aujourd'hui de son indépendance». Ajoutant que l'Algérie « a, de tous temps, fait sienne la juste cause de la Palestine», M. Rajoub a souligné que le fait de préparer la compétition continentale sur le sol algérien «augmente notre force et notre détermination à mettre en avant la fermeté de la Palestine et sa résolution à réussir une honorable participation lors de la coupe d'Asie, malgré la destruction de nos installations sportives et la guerre brutale contre Ghaza «. De leur côté, les internationaux palestiniens, Mohamed Khalil et Moussa Firaoui, ont indiqué, en marge de la séance d'entraînement, la volonté de tous les joueurs de hisser haut l'étendard palestinien lors de la phase finale de la coupe d'Asie des nations 2024. Les deux joueurs ont ajouté qu'en dépit de l'arrêt du championnat palestinien de football, les membres de l'équipe sont « pleinement conscients de l'ampleur de leur responsabilité, et sont prêts à montrer un visage honorable, mais aussi de grandes ambitions pour franchir un premier tour qui s'annonce difficile avec la présence dans le groupe B de l'Iran, des Emirats arabes unis et de Hong Kong «. D'autre part, les joueurs et leur staff technique ont exprimé, dans leurs déclarations à la presse, leur satisfaction quant aux conditions d'hébergement et d'entraînement à Annaba, se sentant «au milieu de (leur) propre famille «. Au cours de son stage, la sélection palestinienne disputera deux matchs amicaux de préparation au stade du 19-Mai 1956, le premier, face à l'USM Annaba (Ligue2), vendredi-soir, et le second, mardi, contre l'équipe olympique algérienne. Pour rappel, l'équipe nationale palestinienne de football est arrivée mardi à Annaba pour un stage précompétitif du 12 au 22 décembre, en prévision de phase finale de la Coupe d'Asie des nations qu'accueillera le Qatar au début du mois de janvier 2023.

CYCLISME/CHAMPIONNATS ARABES SUR ROUTE (TOUTES CATÉGORIES) :

L'Algérie avec 25 coureurs à Ryadh

LES SÉLECTIONS algériennes de cyclisme (seniors, juniors et cadets) prendront part aux Championnats arabes de cyclisme sur route (toutes catégories), prévus du 15 au 23 décembre en Arabie saoudite, avec un effectif composé de 25 coureurs, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FAC). «Nos sélections nationales ont rallié Ryadh ce jeudi pour prendre part aux Championnats arabes de cyclisme sur route (toutes catégories), organisés par l'Arabie saoudite en collaboration avec l'Union arabe de la discipline», a écrit la FAC sur sa page Facebook. En seniors, les sélections nationales (messieurs et dames) sont composées des meilleurs coureurs, à l'image d'Azzedine Laagab, Hamza Yacine et Nassim Saidi chez les messieurs, ainsi que l'espoir du cyclisme féminin, Nesrine Houili, qui sera le porte-drapeau de la délégation algérienne. Les Championnats arabes de cyclisme sur route enregistrent la participation de 406 athlètes représentant 12 pays, à savoir, l'Arabie saoudite (pays hôte), l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la Libye, les Emirats arabes unis, le Qatar, la Syrie, le Sultanat d'Oman, l'Iraq et Bahreïn. La compétition débutera dimanche prochain par un contre-la-montre individuel, ainsi qu'une course générale individuelle et par équipes, suivant le programme de compétition dévoilé mardi par les organisateurs. En marge de cette compétition, le conseil d'administration de l'Union arabe de cyclisme tiendra une réunion, pendant laquelle plusieurs points seront évoqués, notamment, les voies et moyens de développer la discipline sur le plan arabe. «Il sera procédé également à l'établissement du calendrier des saison 2024 et 2025», a annoncé l'Union arabe dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

BASKET-BALL-CHAMPIONNAT ARABE DES NATIONS :

Le Cinq national en stage à Istanbul

LA SÉLECTION nationale de basketball, seniors messieurs, a entamé ce jeudi un stage de 10 jours à Istanbul, en Turquie, en vue de sa participation à la prochaine édition du Championnat arabe des nations, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de basketball (FABB). Pour les besoins de ce stage, et pour la joute arabe prévue du 26 décembre 2023 au 03 janvier 2024 au Caire (Égypte), le coach national a retenu 14 joueurs évoluant dans le championnat national de Super Division. Cet effectif sera étouffé par trois éléments évoluant en France, a indiqué à l'APS le Directeur technique national, Yacine Belal. Il s'agit de Kamel Ammour (Saint-Chaumond BVG, Pro B France), Nadyr Labouize (Saint-Vallier BD, Nationale 1 France) et Mounir Bernaoui (Caen Basket Calvados, Nationale 1 France). Durant ce stage, le Cinq national va disputer trois rencontres amicales, dont une contre une sélection américaine. Dès la fin de son stage, la sélection nationale ralliera directement la capitale égyptienne, le dimanche 24 décembre, soit deux jours avant le coup d'envoi de la compétition. Outre l'Algérie, et l'Égypte (pays hôte), 8 autres sélections arabes ont confirmé leur participation pour cette 25e édition du Championnat arabe. Il s'agit des Émirats arabes unis, du Koweït, du Maroc, de la Libye, de la Mauritanie, de la Jordanie, de la Tunisie et de la Somalie.

HANDBALL :

Sept national algérien : un grand malade en urgence de thérapie de choc

La semaine qui vient de s'achever a connu, pour ne pas déroger à la tradition dans notre sport, un fait majeur en relation directe avec la situation difficile, pour ne pas dire catastrophique, que traverse justement un de ses fleurons. En perdition malheureusement. En net recul au double plan arabe et africain après pourtant une longue période de domination, Salah Bouchekriou ayant été, à son « grand étonnement », invité à rendre le tablier et céder sa place d'entraîneur national

Par Azouaou Aghiles



Une semaine des plus agitées que celle vécue par la famille du handball algérien où rien ne semble vraiment aller même si la crise, latente, remonte à quelques saisons déjà. Pour rappeler au passage que ni la direction actuelle au sommet de la Fahb et sa présidente, Karima Taleb, et encore moins le dernier coach national en date, Bouchekriou qui vient d'être démis de ses fonction pour, nous dit-t-on, des considérations d'ordres disciplinaires », ne peuvent assumer seuls. Le même Bouchekriou qui n'attendra pas longtemps pour connaître le nom de son successeur, en l'occurrence Farouk Dehili. Avec la précision, selon certaines sources, qu'il doit sa nomination à la grave crise financière que traverse la structure en charge de la discipline dans l'impossibilité de recruter un technicien . . . étranger qui constituait la première option. Un deuxième « choix » et des fuites en provenance de Draria, siège de la fédération, qui veulent que l'affaire était entendue, l'avenir de Bouchekriou scellé bien avant que le communiqué officiel concernant son limogeage ne soit rendu public. Y avait-il anguille sous roche comme le clame haut fort Bouchekriou, qui prend au passage l'opinion à témoin, qui parle de « coup monté ? » Question alors : pourquoi avoir contacté Dehili alors qu'il était toujours en poste du côté du Golfe où il présidait aux destinées de la formation d'Al-Chamal. Le même Dehili, qui ne refusera pas la proposition en précipitant les choses après un arrangement avec son employeur qatari sous la forme d'une séparation à l'amiable et rendu ainsi possible son arrivée à la tête des Verts ? Anguille sous roche ? C'est l'intime conviction du même Bouchekriou qui réfute en bloc des problèmes de « discipline » et parle de « cabale » en ajoutant, lors d'une récente sortie médiatique, que c'est son nom qui était visé. « On a voulu me salir ». Un « complot ourdi » qui vient conclure, signifiera-t-il, une relation de travail des plus difficiles avec le bureau fédéral. Un bras de fer avec, comme points d'orgue, une « immixtion permanente dans ses missions, conflits relationnels et incompatibilité d'objectifs » avant une « révocation » où on ne lui « donnera pas l'opportunité de se défendre » en lui montrant la porte de sortie. Vraiment pas beau à voir comme décors dans une maison ouverte, depuis des années, à tous les vents avec comme conséquences fâcheuses une lente et inexorable descente dans la hiérarchie continentale tant en sélection fanion (la « A ») qu'en compétitions de clubs où nos représentants, désormais entrés dans les rangs, dominaient de la tête et des pieds au double plan, à titre de rappel, africain et arabe. A quelques encablures seulement de la messe continentale de la discipline qui s'ouvre le 19 janvier 2024 au Caire (Egypte), il faut craindre le pire (un vrai cadeau empoisonné que Farouk Dehili a accepté en attendant de connaitre les termes du contrat qu'il doit parapher à son arrivée à Alger dans le courant de la semaine prochaine, notamment ses objectifs) d'autant plus (dommageable peut-être) que le prestigieux tournoi est qualificatif pour les Jeux Olympiques 2024 à Paris. Débarquera-t-il avec la recette miracle pour redonner vie à une sélection qu'on craint voir en payer le prix fort car déstabilisée par le climat des plus délétères dans lequel elle baigne malheureusement avant cette échéance importante ? Plus que les chances des Verts de bien figurer sur les bords du Nil, c'est la grande famille du jeu à sept national, dans un vrai bourbier, qui n'en finit plus de patauger. Des personnalités de renom, à l'exemple de Derrouaz, pour ne citer que cette figure de proue qui a donné bien des satisfactions au mouvement sportif national, a tenté de secouer le cocotier à sa manière. Sans résultats. On croise les doigts.

A.A

Infos- Verts ... Infos- Verts ... Infos- Verts ... Infos- Verts ... Infos- Verts ...

IL DIT « SOUFFRIR » DE L'ÉLOIGNEMENT

Houssem Aouar : « J'ai du mal à m'adapter à ma nouvelle vie à Rome » ...

ARRIVÉ en fin de contrat à l'été 2023 avec l'Olympique Lyonnais, Houssem Aouar a décidé de mettre définitivement fin à son histoire avec les Gones. Libre, il a pu s'envoler pour l'Italie en signant jusqu'en 2028 avec l'AS Roma. Depuis son arrivée en Serie A, il a disputé 14 matchs toutes compétitions confondues pour deux buts en seulement 717 minutes de jeu, soit un presque huit matchs pleins. Un début d'aventure mitigé pour celui qui porte désormais les couleurs de l'Algérie, et qui porte un regard très honnête sur ses prestations mitigées de l'autre côté des Alpes. En conférence de presse, il s'est confié sur ses difficultés d'adaptation dans la capitale italienne : «C'est la première que je suis loin de la maison, loin de Lyon. C'est un peu difficile pour moi de m'adapter à une nouvelle ville, à une nouvelle équipe. Mais je sais aussi que je dois apprendre. J'ai bien commencé la saison, mais maintenant c'est un peu plus difficile pour moi. Je dois maintenant montrer à l'entraîneur (Mourinho) que je peux jouer davantage. Je vois mon avenir à la Roma parce que je suis très heureux d'être ici. Je suis très fier de porter ce maillot. Je suis très heureux d'être ici, dans un grand club, avec une grande équipe, de bons coéquipiers et avec l'entraîneur aussi. L'entraîneur m'aide beaucoup, je parle beaucoup avec lui. Je sais que c'est le bon projet», a-t-il ainsi indiqué. Une manière honnête de se prononcer sur sa situation.

...Sa participation à la Can en danger ?

Du côté du sélectionneur de l'Algérie Djamel Belmadi, on redoute forcément les blessés de dernière minute avant la CAN. De mauvaises nouvelles tombent pour un taulier. Dans un mois jour pour jour, l'Algérie ouvrira son parcours lors de la CAN 2023 avec une première affiche face à l'Angola. Les joueurs de Djamel Belmadi, avant cela, espèrent préparer la compétition sans pépin, avec le souvenir de la dernière Coupe d'Afrique où le Covid avait sérieusement impacté les Fennecs avant le coup d'envoi. Cette fois-ci, la crainte du sélectionneur va plus vers les blessés et en ce sens, une très mauvaise nouvelle est tombée hier. En effet, alors que l'AS Roma jouait un match de Ligue Europa, très bien négocié face au Sheriff Tiraspol (3-0), Houssem Aouar s'est une nouvelle fois blessé. Après 45 minutes de jeu, le milieu arrivé de Lyon l'été dernier s'est blessé à l'adducteur, ne revenant pas après la pause. Un pépin musculaire qui suscite l'inquiétude, d'autant plus que José Mourinho l'a confirmé après le match. « Il a un problème musculaire, il ne sera pas à Bologne », a d'ores et déjà prévenu le Special One après le match.

...Wolverhampton : Aït-Nouri devrait être de retour contre West Ham ...

L'entraîneur anglais de Wolverhampton (Premier league anglaise de football) Gary O'Neil, a donné jeudi des nouvelles rassurantes sur l'état de santé du défenseur international algérien Rayan Aït-Nouri, indisponible depuis fin novembre pour cause de blessure. « Rayan Aït-Nouri devrait être de retour et disponible, si tout va bien. Il s'est bien entraîné aujourd'hui », a déclaré le technicien dans des propos rapportés par le média « Wolves Fancast ». Aït-Nouri (22 ans) s'est blessé à une cheville, quittant ses coéquipiers à la 19e minute, lors du match perdu à domicile face à Fulham (2-3) en championnat. Le latéral gauche des « Verts » a passé une image à résonance magnétique (IRM) qui n'a rien décelée de grave. L'ancien joueur d'Angers SCO (Ligue 2/ France) devrait ainsi signer son retour dimanche, lors du déplacement sur le terrain de West Ham (15h00), pour le compte de la 17e journée de Premier League. Un éventuel retour qui intervient à 30 jours du début de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février). Le joueur a signé ses grands débuts avec l'équipe nationale en mars dernier, à l'occasion de la double confrontation face au Niger (2-1 puis 1-0), comptant pour les 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2023. Il a réussi en un laps de temps court à arracher sa place de titulaire sur le couloir gauche de la défense algérienne, en dépit de la rude concurrence.

...Europa League : Amoura et buteur et passeur décisif contre Liverpool ...

A la pointe de l'attaque du club belge, Royal Saint-Gilloise, l'attaquant international Mohamed Amine Amoura a, à nouveau, fait valoir son aiguisé du but et crève à l'occasion de la réception du grand Liverpool FC, actuel leader de Premier League anglaise, avec une belle réalisation qui fait parler. Notre renard des surfaces, décisif et sur une pente ascendante, l'enfant de Jijel rassure son entraineur Belmadi et ce, à un petit mois du début de la CAN en Côte d'Ivoire. Deuxième meilleur buteur de la « Pro League » belge (un petit seulement les sépare), le petit lutin des Verts a fait donc parler sa vitesse et son sens du but en menant son équipe à la victoire (2-1) contre des Reds surpris par sa vivacité sur la pelouse. De bon augure pour la suite tant avec les Verts qu'en championnat belge.

R. Azizi

...SPL : Al-Alhi écrase Al-Fayha, Mahrez buteur

La 17e journée de Saoudi Pro League bat son plein et cela sourit à Al-Ahli, qui a facilement disposé d'Al-Fayha 4-0. Un large succès qui confirme les bonnes dispositions du moment des coéquipiers d'Allan Saint-Maximin avec cette 3e place au classement, 3 points derrière Al-Nassr (2e) et 3 devant Al-Taawon (4e). Le Français a d'ailleurs grandement contribué à la victoire de son équipe puisqu'il s'est offert trois passes décisives sur le doublé d'Al Brikan (11e, 30e) et le but de Majrashi (17e). Riyad Mahrez, qui a reçu à l'occasion un accueil royale, a brillé a participé à la fête offensive en terminant le travail sur penalty (43e). Comme pour Amoura, Mahrez rassure ses fans et lancé un message clair après le scandale des Caf Awards en leur donnant rendez-vous pour la CAN.

R.A

BÂTISSES MENAÇANT RUINE À ORAN

34 familles relogées prochainement

QUELQUE 34 familles occupant des bâtisses menaçant ruine, implantées au centre-ville d'Oran, seront relogées prochainement a indiqué, mercredi, Allouche Amine, P/APC de la capitale de l'Ouest.

Ces bâtisses vétustes sont situées dans les quartiers populaires de Sidi El-Houari et Es-Seddikia, a indiqué le Président de l'APC, Allouche Amine, ajoutant que la commission de daïra procède actuellement à l'examen des dossiers des familles concernées, avant de préciser que le relogement aura lieu dès la finalisation de cette procédure.

Le même responsable, en outre, fait savoir qu'une fois les familles relogées, les bâtisses qu'elles occupaient seront systématiquement démolies, afin d'éviter d'être squattées.

Le P/APC d'Oran a indiqué que la poche foncière qui sera dégagée à la faveur de cette opération sera récupérée dans le but d'y implanter des projets d'habitat ou des structures d'utilité publique.

Dans le même contexte, il a fait savoir que le gel concernant l'opération visant la réhabilitation de 137 bâtisses implantées majoritairement le long des rues Larbi Ben M'hidi, Mohamed Khemisti et au niveau du boulevard Maâta Mohamed El Habib, a été levé.

A ce propos, il a indiqué que l'opération projetée par les pouvoirs publics locaux fait l'objet de l'élaboration d'un cahier des charges de la part de la direction de wilaya de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la construction.

L'opération portera, notamment, sur la restauration des terrasses et le ravalement des façades, ainsi que sur la consolidation de l'étanchéité de ces bâtisses, avec pour souci principal la préservation de leur aspect original, a souligné la même source.

R.R

EQUIPEMENTS ET MATÉRIEL SPORTIF À GUELMA

48 établissements de jeunes concernés

UN LOT d'équipements et de matériel sportif a été attribué la semaine dernière à 48 maisons de jeunes, auberges de jeunes et complexes sportifs des différentes communes de la wilaya de Guelma.

L'acquisition de ce lot « conséquent » a été prise en charge par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour un total de 200 millions de DA, a indiqué, Houria Agoune, wali de Guelma, en marge de la cérémonie de distribution tenue au complexe sportif Souidani Boudjemaa dans le cadre du programme officiel de commémoration du 63ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.

Cette opération qui concerne les 34 communes de la wilaya, « reflète l'intérêt accordé par les pouvoirs publics pour la mise en place des conditions favorables à l'exercice des activités sportives et autres par les jeunes », a affirmé la wali qui a précisé que ce lot composé de matériel bureautique, d'audiovisuel, d'hébergement et de sport a été attribué à 24 maisons de jeunes, 12 complexes sportifs de proximité, 5 auberges, un camp de jeunes, 6 salles omnisports et 5 clubs de jeunes de cinq communes dépourvues d'établissements de jeunes.

Accompagnée de membres de la famille révolutionnaire, la cheffe de l'exécutif local a inauguré au complexe sportif Souidani Boudjemaa une piscine semi-olympique baptisée du nom du chahid Mohamed Kirati.

Ce bassin semi-olympique s'ajoute aux trois autres piscines mises en service au cours des derniers mois, a ajouté la même responsable, relevant que cette infrastructure fait partie de sept piscines lancées par la wilaya au cours des deux dernières années dans le cadre du programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales à Guelma, Hammam Debagh, Héliopolis, Oued Zenati et Ain Mekhlouf.

La commémoration de cette date historique avait débuté au cimetière des chouhada par la levée du drapeau national, l'entonnement de l'hymne national et la lecture de la Fatiha du saint Coran à la mémoire des martyrs ainsi qu'à la distinction de la radio locale de Guelma pour ses efforts dans la protection de la mémoire nationale, en plus d'autres activités sportives. **R.R.**

PORT DE PÊCHE DE SIDI LAKHDAR À MOSTAGANEM

Résoudre le problème d'envasement

Des mesures d'urgence pour résoudre le problème d'envasement du port de pêche de la commune de Sidi Lakhdar, ont été décidé par le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, lors de sa visite, la semaine dernière, à cette structure portuaire. C'est ce qu'a indiqué, mercredi, un communiqué de ces services.



En effet, Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a effectué, la semaine dernière, une visite à cette structure portuaire pour s'enquérir de sa situation, où le problème d'envasement entrave le travail des pêcheurs et des professionnels, notamment à l'entrée et la sortie du port.

Le wali a décidé d'accélérer en urgence l'opération de réalisation du programme d'investissement sectoriel, d'une valeur financière de 600 millions DA pour le dragage de l'entrée des ports de pêche et de plaisance, tant au petit port (commune de Sidi Lakhdar) qu'à Salamandre (commune de
Mostaganem) pour éliminer le sable et les sédiments au niveau du bassin hydrographique, a ajouté la même source. Dans ce cadre, M. Boudouh a ordonné l'établissement d'un cahier des charges et son dépôt à la Commission de wilaya des marchés publics, dimanche prochain, ainsi que la préparation des études nécessaires par un bureau d'études agréé spécialisé dans les travaux maritimes.

Le même responsable a également donné des instructions concernant la création d'une commission restreinte comprenant des professionnels du port pour la gestion participative de cette structure vitale et l'annonce de l'appel d'offres national lié au projet, avant la fin de l'année en cours, selon les mêmes services.

Cette opération, qui est une demande urgente des pêcheurs, permettra d'éliminer le problème de l'accumulation de boue, de détritus et de sable au niveau de l'entrée du port, afin de pouvoir le réexploiter pleinement dans l'activité de pêche, d'autant que sa capacité d'accueil des navires dépasse les 260 bateaux de pêche (seulement 50 bateaux actuellement), a ajouté la même source.

Les professionnels ont apprécié ces décisions et ont sollicité, par ailleurs, la résolution du problème de l'éclairage public à l'intérieur du port.

A ce propos, le wali de Mostaganem a instruit le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Lakhdar de prendre en charge les travaux, dans un délai de 72 heures, a indiqué la même source.

R.R

APPROVISIONNEMENT EN GAZ PROPANE À SAÏDA

Plus de 1.200 foyers concernés

PLUS de 22 millions de DA, ont été alloués dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des habitants dans des zones rurales de la wilaya de Saïda, pas moins de 1.294 foyers ont bénéficié d'opérations d'approvisionnement en gaz propane par citerne durant l'année 2023. C'est ce qu'ont signalé avant-hier, des services de la wilaya.

Dans ce sens, la même source a indiqué que ces opérations ont contribué à améliorer les conditions de vie de ces populations, avec l'installation de 225 citernes de gaz propane.

Plus de 22 millions de DA ont été alloués pour ces opérations, supervisées par l'entreprise « Naftal » dans le cadre du programme communal de développement (PCD).

A titre indicatif, la capacité utile d'une citerne contenant du gaz propane est de 1.750 kg, sachant que cette quantité permet d'approvisionner 4 à 5 foyers pour plus de 3 mois, avant d'être remplie à nouveau par les services de « Naftal », selon la même source.

Le wali de Saïda Amoumene Mermouri s'est enquis, à la faveur de ses nombreuses visites d'inspection, de plusieurs projets de développement de la wilaya, avec la mise en service de ces citernes à travers plusieurs communes, dont Hassasna, Ouled Khaled, Ouled Brahim et Aïn El Hadjar.



Le même responsable a mis l'accent, lors des réunions tenues avec les responsables du secteur de l'Energie, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour généraliser cette opération à travers l'ensemble des localités de la wilaya, notamment celles qui sont situées dans les zones éloignées, difficiles à raccorder au réseau de gaz naturel.

A signaler que la Direction de l'Energie et des Mines a dénombré 278 foyers de différentes zones enclavées de la wilaya devant être approvisionnés par 68 citernes de gaz propane, et ce, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

R.R

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2974 À ALGER

Un riche programme culturel en perspective

Diverses activités culturelles et artistiques sont au programme, dans la wilaya d'Alger, pour la célébration du nouvel amazigh «Yennayer 2974», coïncidant avec le 12 janvier 2024.

Le Secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a annoncé avant-hier, lors d'une réunion au siège de la wilaya d'Alger, que le comité organisateur, sous sa direction, a élaboré un programme riche, mettant en avant diverses activités culturelles et artistiques. En tête de ces festivités, les lauréats de la quatrième édition du Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighes seront honorés lors d'une cérémonie dédiée.

Cette année, le prix couvre quatre catégories distinctes, reflétant la diversité des expressions artistiques et linguistiques liées à la culture amazighe. La première catégorie concerne les œuvres littéraires en tamazight ou traduites dans cette langue, englobant diverses formes telles que la poésie, le roman et les nouvelles.

La deuxième catégorie invite à présenter des études linguistiques, offrant aux chercheurs et académiciens une plateforme pour partager leurs travaux sur la langue amazighe. La troisième catégorie met en avant les recherches sur le patrimoine immatériel amazigh, couvrant des aspects tels que les chansons, les coutumes, les danses et les contes.

Enfin, la quatrième catégorie se concentre sur les recherches et les applications en technologie numérique ayant pour objet



l'amazighité. Cette section offre une chance aux innovateurs et développeurs de présenter leurs applications technologiques liées à la promotion et à la préservation de la langue amazighe.

Si El-Hachemi Assad a affirmé qu'en plus du programme des festivités qui coïnciderait avec la 4e édition du Prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes, le HCA a élaboré un programme festif comprenant une série d'activités culturelles et artistiques.

Le même responsable a souligné l'organisation d'une exposition dédiée aux publications du HCA, mettant en lumière la richesse de la littérature amazighe. De plus, une exposition de produits artisanaux offrira un aperçu du talent artisanal local.

Par ailleurs, des ateliers et des conférences thématiques seront proposés aux participants. Les sujets abordés incluront "l'approche de l'identité linguistique et la problématique unité et pluralité", "Yennayer et les dimensions historiques et culturelles de l'identité algérienne", et "l'importance de l'intelligence artificielle (IA) dans la traduction".

Le 10 janvier, un atelier spécifique se penchera sur le rôle crucial de la traduction dans la publication et la diffusion des œuvres littéraires ainsi que de la production scientifique et culturelle en langue amazighe. Cette initiative souligne l'engagement envers la promotion et la préservation de la culture amazighe.

Le Marché de Yennayer sera inauguré à la place de la Grande Poste d'Alger, créant un espace dynamique mettant en avant les produits et services d'artisans et de startups. De plus, une présentation pédagogique sur la signification de la fête de Yennayer sera offerte dans une école primaire, renforçant la transmission des traditions et de l'histoire aux plus jeunes générations.

Meriem Djouder

CLÔTURE DU 6E SALON NATIONAL DE CALLIGRAPHIE À TLEMCEN

Le premier prix du concours non attribué

LA SIXIÈME édition du Salon national de calligraphie a pris fin, avant-hier soir, à la maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen, avec l'annonce des résultats du concours national de ce genre artistique organisé à cette occasion.

A l'issue de cette manifestation, organisée par le Musée national public de Calligraphie Islamique de Tlemcen, le jury a décidé de ne pas attribuer le premier prix du concours, tandis que la deuxième place est revenue en ex aequo à Aïssa Boudouda de Laghouat et Charef Brahim de Rélizane, alors que Takhi Khadidja de Laghouat et Djamel Assal de Chlef ont obtenu la troisième place.

Deux prix d'encouragement ont également été remis à Amina Lahrache de Laghouat et Mohsen Kechkach de Guelma. A cette occasion, les œuvres d'arts plastiques ont été également exposées, parmi lesquelles des peintures d'art dans lesquelles la calligraphie arabe a été utilisée par les artistes pour s'exprimer sur la cause palestinienne, concrétisant le slogan "Pour la Palestine, les lettres se révoltent". Les œuvres ont été évaluées par des calligraphes sur la base des techniques correctes d'emploi de la calligraphie arabe dans la peinture artistique, de l'esthétique de la peinture et d'autres critères.

La cérémonie de clôture a également permis d'honorer des participants à cette manifestation avec des diplômes d'honneur, en plus de la projection d'un documentaire sur les éditions précédentes du concours.



Pour rappel, la sixième édition du Salon National de Calligraphie, tenue quatre jours durant, intervient à la mémoire du calligraphe défunt Tayeb Laidi. Cette manifestation a enregistré la participation de 12 artistes spécialisés dans la calligraphie arabe de huit wilayas du pays.

Une exposition a été organisée, réunissant 37 tableaux artistiques, ainsi que des ateliers sur l'utilisation de la calligraphie arabe en faveur des étudiants des arts de l'université Aboubekr Belkaid, de l'école des Beaux-arts de l'antenne de Tlemcen, outre une conférence sur le parcours artistique du calligraphe défunt Tayeb Laidi.

Une visite a été organisée en faveur des participants aux sites archéologiques de Tlemcen.

R. C.

DATANT DE L'ÉPOQUE ROMAINE

Découverte de neuf sites archéologiques à Guelma

LE DIRECTEUR de la culture et des arts de la wilaya de Guelma a fait part, avant-hier, de la découverte, au cours de l'année 2023 en différents points du territoire de cette collectivité, de neuf sites archéologiques datant de l'époque romaine.

M. Boudjemaâ Benamirouche, précisant que ces sites sont situés dans les communes de Guelma, Hammam N'bails, Dahouara, Oued Cheham, Aïn Ben Beïda, Oued Zenati, Aïn Reggada, Aïn Makhlouf et Ain Larbi, a affirmé que des mesures préliminaires ont été prises pour protéger ces sites.

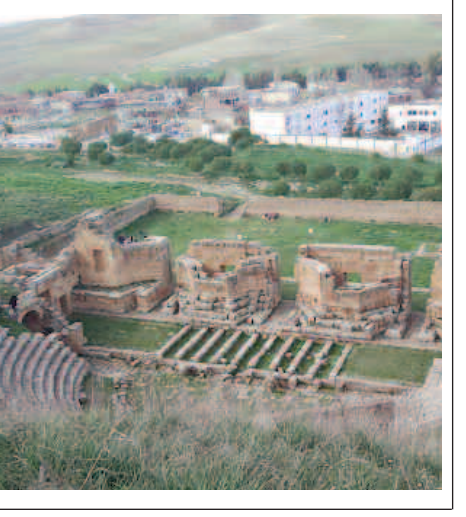
Le même responsable a également souligné que les sites archéologiques découverts au cours des onze derniers mois de cette année dépassent, en nombre, les emplacements abritant des vestiges archéologiques mis au jour entre 2020 et 2022 (8 sites découverts).

Selon M. Benamirouche, la plupart des sites archéologiques ont été découverts à la faveur des activités des services spécialisés de la gendarmerie nationale en charge de la lutte, avec la contribution des citoyens, contre la contrebande d'antiquités et les fouilles illicites.

Il a également fait savoir que les inspections effectuées in situ par des spécialistes du secteur ont démontré qu'il s'agit de sites non encore classés, ni même inscrits sur la liste d'inventaire tenue par les services de la direction de la culture et des arts. Ces sites archéologiques représentent d'autres preuves historiques de la présence dans cette région, tout au long de l'histoire, d'une multitude de civilisations dont la civilisation romaine, considérée comme l'une des plus importantes autour de l'antique Calama.

Les sites découverts mettent en valeur le riche patrimoine matériel de la région, tout en diversité, et témoignent d'une présence humaine à travers les âges, faisant de la wilaya de Guelma un véritable musée à ciel ouvert.

R. C.



Un bien noir record : plus de 8 milliards de tonnes de charbon consommées sur Terre cette année



La planète – qui n'a jamais eu aussi chaud qu'en 2023 – n'a jamais consommé autant de charbon : la demande mondiale a atteint 8,53 milliards de tonnes cette année, un record historique, indique vendredi 15 décembre l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Alors que l'observatoire européen Copernicus estimait début novembre "avec une quasi-certitude" que les températures moyennes sur la planète dépasseraient cette année le record annuel établi en 2016, l'AIE a établi que les tonnes de charbon consommées dans le monde cette année dépasseraient le record précédent datant de 2022. La combustion du charbon pour produire de l'énergie ou dans l'industrie émet dans l'atmosphère une large part du CO2 responsable du réchauffement de la planète.

Hausse en Asie, baisse en Europe

C'est en Asie que l'appétit de charbon est le plus important : selon l'AIE, cette année, la consommation en Chine aura fait un bond de 220 millions de tonnes (+4,9 %) par rapport à 2022, celle de l'Inde aura progressé de 98 millions de tonnes (+8 %), et celle de l'Indonésie de 23 millions de tonnes supplémentaires (+11 %). En revanche, la consommation s'est fortement ralentie en Europe (baisse de 107 millions de tonnes, -23 %), et aux Etats-Unis (baisse de 95 millions de tonnes, -21 %), en raison essentiellement de la mutation des centrales électriques qui abandonnent progressivement le charbon pour sauver le climat, et de la faiblesse de l'activité industrielle.

L'AIE avoue sa difficulté à émettre des prévisions pour la Russie, quatrième consommateur mondial de charbon, en raison de la guerre en Ukraine. Les prévisions pour l'Ukraine sont aussi "incertaines", indique l'Agence.

"Pic" du charbon en 2023

"A partir de 2024", la consommation mondiale devrait engager une tendance à la décrue, estime toutefois l'AIE dans ses prévisions publiées au surlendemain de la clôture de la 28e réunion internationale de l'ONU sur le climat à Dubaï, qui a demandé un abandon progressif des énergies fossiles dont le charbon fait partie, pour lutter contre le réchauffement.

L'AIE compte notamment sur une augmentation très importante des énergies renouvelables (éoliennes, solaire) sur la planète pour "pousser la consommation mondiale de charbon sur une trajectoire descendante". La consommation de charbon "devrait atteindre son pic en 2023", estime l'Agence.

Du charbon dans l'industrie

Au delà de l'utilisation du charbon pour alimenter des centrales électriques, la consommation ne devrait pas faiblir dans ses utilisations industrielles comme les cimenteries.

Paradoxe, dans le cas de l'Indonésie, c'est l'extraction et le raffinage du nickel, en plein boom pour alimenter les marchés des batteries automobiles de la transition énergétique, qui favorise la consommation de charbon dans les procédés miniers.

L'Inde, futur "moteur" de la demande

La Chine reste néanmoins de loin le plus gros joueur sur l'échiquier du charbon, avec plus de la moitié de la consommation mondiale (54 %) à elle toute seule. "Plus de 60 %" du charbon utilisé en Chine sert à produire de l'électricité, et le pays continue à construire des centrales à charbon (52 GW de nouveaux projets ont été approuvés en 2023). Mais l'AIE s'attend à un tournant en 2023 si le pays ne subit pas trop de vagues de froid (ou de chaud) qui influencent l'utilisation des centrales. Selon l'agence, la consommation chinoise de charbon pour la production d'électricité devrait baisser de 175 millions de tonnes sur la période 2024-26, à 2,8 milliards de tonnes.Par conséquent, c'est l'Inde qui va devenir "moteur" pour la pression à la hausse sur la demande mondiale de charbon jusqu'en 2026, souligne l'Agence.

Dans l'Union Européenne, la multiplication des énergies renouvelables favorise le recul du charbon.

En Allemagne, les centrales à lignite et celles au charbon devraient fortement réduire d'ici 2025, au fur et à mesure du déploiement des centrales solaires ou éoliennes qui n'émettent quasiment pas de CO2.

L'augmentation du prix du carton aux États-Unis annonce-t-elle une reprise de l'économie ?



Pour la première fois depuis la reprise de la vie post-confinement, le prix du carton est en hausse aux États-Unis. Ces statistiques pourraient bien constituer une bonne nouvelle pour le commerce intérieur du pays.

Le carton a bien des utilités : emballage, construction créative, protection des sols ou des murs, etc. Plus surprenant encore, il constitue un excellent moyen de prendre le pouls d'un pays en matière d'économie. Pour la première fois, depuis que la Réserve fédérale américaine a commencé à augmenter les taux d'intérêt début 2022, les producteurs augmentent le prix du carton, relate The Wall Street Journal dans un article publié le 13 décembre 2023. Et cela pourrait bien être une bonne nouvelle.

International Paper, WestRock et Packaging Corp. of America, etc... cinq des six plus grandes entreprises nord-américaines de carton-caisse et de boîtes en carton ondulé, ont annoncé des augmentations de prix pour le 1er janvier 2024. Le carton doublure augmente de 70 $ à 75 $ la tonne quand le support, lui, monte de 100 $ à 110 $ la tonne.

Cette évolution constitue une hausse d'environ 9 % du carton kraft en comparaison au prix actuel qui s'établit à 825 $ la tonne, selon le PPI Pulp & Paper Week de Fastmarkets RISI, qui fournit des données sur les prix des matières premières.



Avec Phi-2, Microsoft *se met aux SML*

Technologie : Google a dévoilé son modèle Gemini Nano il y a seulement une semaine, et voici que Microsoft se met aux Small Language Models également. Voici pourquoi.

Quand on parle de modèles de langage et d'IA générative (IA), on pense généralement aux grands modèles de langage, aussi appelés LLM (pour Large Language Model). Ces LLM alimentent les chatbots les plus populaires, ChatGPT, Bard et Copilot, pour ne pas les nommer. Cependant, le nouveau modèle de langage révélé par Microsoft est la preuve que les petits modèles de langage (SLM) ont aussi de l'avenir dans le domaine.

Ce mercredi, Microsoft a ainsi lancé Phi-2, un petit modèle de langage capable de raisonner et de comprendre notre langage. Le modèle est désormais disponible dans le catalogue de modèles d'Azure AI Studio.

Un grand parmi les petits

De « petit », il n'a que le nom. Phi-2 contient 2,7 milliards de paramètres dans son modèle, ce qui représente un grand bond en avant par rapport à Phi-1.5, qui en comptait « seulement » 1,3 milliard.

Bien qu'il soit compact, le nouveau modèle de Microsoft affiche des « performances de pointe » parmi ces congénères de moins de 13 milliards de paramètres. Il surpasse même des modèles jusqu'à 25 fois plus grands dans des tests de référence complexes, selon son fabricant.

Phi-2 surpasse notamment les modèles Llama-2 de Meta, Mistral, et même Gemini Nano 2, la plus petite version du LLM le plus performant de Google, Gemini sur plusieurs points de référence :

Former des SLM comparables à des modèles plus grands

Les performances du nouveau modèle de langage sont conformes aux objectifs que Microsoft s'est fixés avec Phi, à savoir développer un SLM doté de capacités émergentes et de performances comparables à celles de modèles à plus grande échelle.

« Reste à savoir si de telles capacités émergentes peuvent être obtenues à plus petite échelle en utilisant
des choix stratégiques pour la formation – par exemple, la sélection des données », nuance Microsoft. « Notre travail sur
les modèles Phi vise à répondre à cette question en formant des SLM qui atteignent des performances comparables à

Model	Size	BBH	Commonsense Reasoning	Language Understanding	Math	Coding
Llama-2	7B	40.0	62.2	56.7	16.5	21.0
	13B	47.8	65.0	61.9	34.2	25.4
	70B	66.5	69.2	67.6	64.1	38.3
Mistral	7B	57.2	66.4	63.7	46.4	39.4
Phi-2	2.7B	59.2	68.8	62.0	61.1	53.7

Table 1. Averaged performance on grouped benchmarks compared to popular open-source SLMs.

Model	Size	BBH	BoolQ	MBPP	MMLU
Gemini Nano 2	3.2B	42.4	79.3	27.2	55.8
Phi-2	2.7B	59.3	83.3	59.1	56.7

Table 2. Comparison between Phi-2 and Gemini Nano 2 Model on Gemini's reported benchmarks.

celles de modèles à plus grande échelle (bien qu'ils soient encore loin des modèles les plus répandus). »

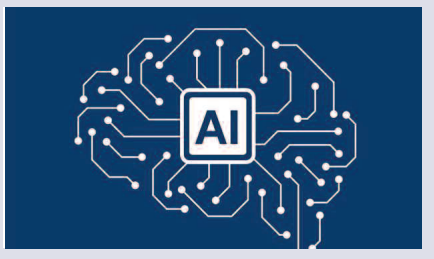
Lors de l'entraînement de Phi-2, Microsoft a été très sélective quant aux données utilisées. L'entreprise a d'abord utilisé ce qu'elle appelle des données de « qualité manuscrite ». Microsoft a ensuite enrichi sa base de données en y ajoutant des données web soigneusement sélectionnées, filtrées en fonction de leur valeur éducative et de la qualité de leur contenu.

Pourquoi cet intérêt pour les SLM ?

Les SLM sont une alternative rentable aux LLM. Ces modèles plus petits sont également utiles pour effectuer des tâches moins exigeantes, qui n'ont pas besoin de la puissance d'un LLM.

En outre, la puissance de calcul nécessaire pour faire fonctionner les SLM est bien inférieure à celle des LLM. Cette exigence réduite signifie que les utilisateurs n'ont pas nécessairement besoin d'investir dans des GPU coûteux pour répondre à leurs besoins de traitement des données.

IA : pourquoi les entreprises ont-elles besoin d'une « étoile polaire » ?



Si l'IA permet le progrès et des gains de productivité, elle doit être mise en œuvre de manière réfléchie au sein des entreprises. Explications par Mathieu Milot, head of market intelligence chez Dropbox.

L'engouement autour de l'intelligence artificielle a pris un nouveau tournant cette année. Autrefois réservé aux ingénieurs et aux philosophes, le sujet a capté l'attention du monde entier avec les chatbots accessibles à tous, tels que ChatGPT, qui a vu le jour il y a tout juste un an. Ces nouveautés de l'IA connaissent de nombreuses applications, notamment pour optimiser les méthodes de travail en permettant d'automatiser les tâches répétitives par exemple. Mais elles soulèvent également des questionnements éthiques majeurs sur son utilisation et son impact sur la société ; notamment sur l'emploi, la propriété intellectuelle ou l'environnement ; à l'image du récent conflit qui a secoué la société OpenAI à travers deux visions du développement de l'IA qui s'opposent et qui continue d'alimenter les débats dans l'industrie de la tech.

Il ne fait aucun doute que ces avancées de l'IA ont le pouvoir d'optimiser la productivité des employés. C'est pourquoi de nombreuses entreprises s'empressent de l'adopter et de la développer. Selon une étude récente menée par Economist Impact, 75 % des employés français utilisant des outils d'automatisation ont déclaré que la qualité de leur travail et le temps passé sur des tâches répétitives s'étaient améliorés, et 70 % d'entre eux affirment être mieux organisés.

Si l'IA est pour beaucoup synonyme de progrès et de gains de productivité, elle doit avant tout être développée et mise en œuvre de manière réfléchie au sein des entreprises. Mal utilisée, elle peut conduire à une mauvaise expérience utilisateur et générer des coûts supplémentaires en cas d'erreurs générées par l'IA et non vérifiées par les utilisateurs. C'est pourquoi les entreprises doivent identifier dans quels cas son usage est le plus pertinent et l'utiliser pour ces domaines précis. C'est pourquoi définir un ensemble de principes fondamentaux sur la manière de mettre en œuvre l'IA contribue à encadrer son utilisation et à rester conforme aux valeurs de l'entreprise pour la mettre en place avec succès.

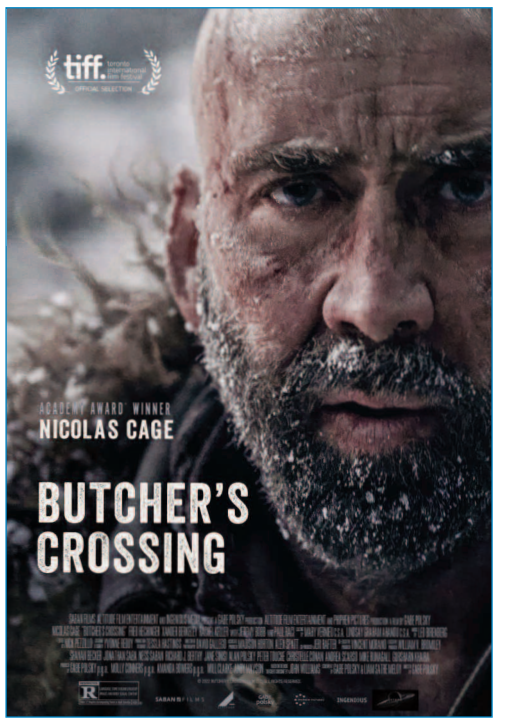
Les opportunités de l'IA

Avec un taux de croissance annuel prévu de plus de 37 % entre 2023 et 2030, l'IA fait désormais partie de notre quotidien, au bureau comme à la maison. Par ailleurs, nous sommes de plus en plus confrontés, même sans le savoir, à l'IA au quotidien via nos recommandations Netflix, les assistants vocaux ou du texte intuitif sur nos smartphones.

Simplifier les flux de travail, gagner en productivité et optimiser les processus ne sont que quelques-uns de ses avantages. La mise en œuvre de solutions basées sur l'IA permet d'économiser du temps et de la frustration, pour ainsi pouvoir se concentrer sur des tâches plus stratégiques et à forte valeur ajoutée. Par exemple, tel un assistant numérique, l'IA générative de Writer peut générer des e-mails marketing personnalisés destinés à des secteurs ou à des rôles spécifiques permettant ainsi de développer facilement les activités marketing des entreprises. La plateforme d'aide à la vente Gong permet aussi d'enregistrer et de retranscrire automatiquement les appels pour mettre en évidence les actions clés correspondantes à mettre en place. Nous l'aurons compris, ses avantages sont multiples, mais comme le dit l'adage : « un grand pouvoir implique de grandes responsabilités ».









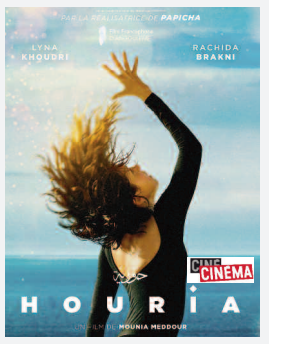


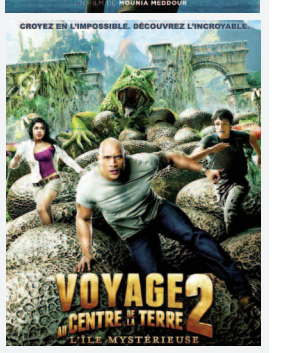


JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Divertissement France — TF1
Election de Miss France 2024

21h00 Divertissement France, 2023 — France 2
Téléthon 2023 : 37e édition

20h55 Série dramatique Etats-Unis, 2023 — M6
9-1-1: Lone Star

21h00 Western Etats-Unis, 2022 — CANAL+
Butcher's Crossing

20h55 Série humoristique — W9
France, 2023
La petite histoire de France

20h50 Cinéma Film d'action — CINE+ FRISSON
Etats-Unis 1990
Rocky V

21h05 Téléfilm sentimental — 6ter
Grande-Bretagne, 2019
Un parfum de Noël

20h50 Comédie dramatique, France 2022 — CINE+ PREMIER
En corps

21h20 Cinéma Western, Etats-Unis, 1948 — C8
Le fils du désert

20h50 Cinéma Drame ,France 2022 — CINE+ CINEMA
Houria

21h00 Film d'aventures Etats-Unis, 2012 — CINE+ FAMIZ
Voyage au centre de la terre 2 : l'île mystérieuse

21h15 Série policière Etats-Unis, 1968 — TMC
Saison 1 Épisode 1: Inculpé de meurtre
Columbo

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique France, 2023
Saison 1 Épisode 5/6

Pamela Rose, la série

Après les meurtres de plusieurs internautes, Bullit et Riper comprennent que le tueur s'en prend aux personnes qui ont poussé au suicide de Emilie Tyler, une youtubeuse célèbre victime d'une violente campagne de harcèlement avec des commentaires haineux sur les réseaux sociaux. Sasha, un des indics leur indique que le tueur pourrait faire partie de la World War Web, un groupuscule réunissant les meilleurs hackers du monde. Leur objectif consiste à éliminer les animateurs de la toile.

23h42

Justice France 2022
Saison 1 Épisode 1

Moochie : qui a tué Jill Halliburton ?

En septembre 2014, Jill Halliburton Su a été assassinée à l'arme blanche dans sa résidence. La petite-nièce d'un magnat américain du pétrole marié à un professeur de l'université de Floride habitait à Davie, un quartier huppé du comté de Broward County. La victime a été retrouvée ligotée dans sa baignoire, poignardée à plusieurs reprises...

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:54	12:24	14:56	17:14	18:44
CONSTANTINE	05:58	12:29	15:02	17:20	18:50
ALGER	06:12	12:43	15:17	17:35	19:04
OUARGLA	05:57	12:34	15:18	17:36	19:01
CHLEF	06:19	12:50	15:24	17:42	19:11
MOSTAGANEM	06:23	12:55	15:29	17:47	19:16
ORAN	06:26²	12:58	15:33	17:51	19:20

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7766 — SAMEDI 16 DÉCEMBRE 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	16°	11°
Oran	15°	7°
Constantine	10°	3°
Ouargla	16°	7°

10e SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

UNIFIER LES RANGS DES AFRICAINS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie abritera à partir de demain les travaux du 10e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique. Un rendez-vous incontournable pour les membres de l'Union africaine, qui échangeront sur plusieurs dossiers, notamment des défis sécuritaires auxquels fait face le continent et des mécanismes à mettre en œuvre pour maintenir la stabilité dans les zones de tensions. C'est ce qu'a indiqué au Jeune Indépendant *une source diplomatique, soulignant que l'Algérie ambitionne de faire de la diplomatie africaine un élément accompli et influent, dans l'intérêt de la sécurité et de la stabilité dans le continent.*

La dixième édition de la Conférence continentale, qui aura lieu le 17 et 18 décembre courant à Oran, sera également l'occasion de coordonner les efforts notamment au niveau des instances internationales dans l'objectif de défendre les positions et les intérêts de l'Afrique lors de la prise de décision au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les questions de paix et de la sécurité dans le continent africain.

Lors de cette réunion continentale, qui rassemblera les membres du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), les membres africains actuels, entrants et sortants du Conseil de sécurité des Nations unies (A3), le Guyana, représentant de l'Amérique latine et des Caraïbes au Conseil de sécurité dans le cadre du mécanisme connu sous le nom d'A3+1, les représentants de la Commission de I'UA et de l'ONU, ainsi que les fondateurs, amis et partenaires du séminaire, un «manuel d'orientation» sur la coordination entre le CPS et les A3+1 sera examiné, d'après la source.

«Le processus d'Oran» réaffirme sans ambigüité l'engagement ferme et constant de l'Algérie en faveur du soutien de l'action de l'UA en matière de la paix et de la sécurité, et ses efforts inlassables pour promouvoir l'action africaine commune. Les fruits de cet engagement se sont traduits d'ailleurs par l'élection de l'Algérie, par une majorité écrasante, au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent pour la période 2024-2025. Les efforts inlassables de l'Algérie et de ses partenaires africains ont donné à la diplomatie africaine une vision claire de l'avenir et doté- les délégations africaines accréditées auprès de l'ONU d'une feuille de route qui fera de la diplomatie africaine un élément accompli et influent, dans l'intérêt de la sécurité et de la stabilité en Afrique, dans le cadre du processus décisionnel du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU).

«Le premier et principal objectif étant de se joindre aux frères africains pour consolider le bloc africain au sein de la plus haute instance multilatérale internationale pour la paix et la sécurité et de franchir, ainsi, de nouvelles étapes vers l'accomplissement de la vision panafricaniste des Pères fondateurs de l'organisation continentale et œuvrer ensemble pour que la perspective de l'Afrique soit dûment écoutée, dans l'esprit d'apporter des solutions africaines aux problèmes africains», a-t-on expliqué.



Un rendez-vous africain incontournable.

LE «PROCESSUS D'ORAN», UNE PLATEFORME INCONTOURNABLE DE RÉFLEXION

Dix années après sa création, à l'initiative de l'Algérie, le Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique s'impose aujourd'hui comme une plateforme incontournable de discussions et de réflexion sur les questions de paix et de sécurité sur le continent africain, dans une quête inlassable en faveur de la promotion de l'action africaine commune.

Depuis sa session inaugurale, tenue en décembre 2013, ce rendez-vous annuel constitue un espace intra-africain dédié au renforcement de la coordination et la coopération entre les A3 et les membres du CPS/UA, pour faire entendre la voix de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité, et défendre efficacement les positions communes africaines sur les questions de la paix et de la sécurité.

La première édition de ce séminaire, lancée sur la base d'un format restreint comprenant le président du CPS, les membres africains siégeant et entrants au Conseil de sécurité et l'Algérie en sa qualité de pays hôte et président du séminaire, a, depuis lors, jeté les bases d'une coordination étroite entre les membres africains du CSNU et le CPS, avec la création formelle de l'A3 pour désigner les représentants du continent au sein de l'organe onusien et la mise en place de la coordination tournante des A3. Cet esprit a constitué la thématique officielle de toutes les sessions du séminaire, qui sont en suivi.

Plus encore, la première édition de ce séminaire a contribué à la mise en place de la Troïka du CPS de l'UA à Addis-Abeba, la création du Caucus africain à New York, l'établissement de la coordination tournante des A3, l'officialisation de la Mission d'observation permanente de l'UA auprès des Nations unies pour assurer le secrétariat de l'A3 et l'élaboration d'un projet de modalités de coordination entre le CPS/UA et l'A3.

Les conclusions de cette session ont été, ensuite, endossées par un communiqué du CPS à l'issue de sa 418e session et l'institutionnalisation du séminaire en tant qu'activité annuelle de l'UA a été entérinée par le communiqué du CPS adopté à l'issue de sa 478e session, suite à une recommandation de sa deuxième session, tenue à Oran du 9 au 11 décembre 2014. Ce même communiqué a également décidé d'élargir le format de participation du CPS au séminaire, en y incluant, en plus du président du mois, cinq membres représentant les cinq régions du continent.

A noter qu'après trois éditions en Zambie, au Kenya et au Gabon, le séminaire a retrouvé son pays initiateur l'Algérie lors de la 8è session qui s'est tenue à Oran du 2 au 4 décembre 2021.

Cette session a été marquée par deux décisions importantes, à savoir la désignation de la ville d'Oran en tant que lieu permanent du séminaire, et ce, en reconnaissance aux efforts de l'Algérie pour le renforcement des liens entres les A3 et le CPS, et l'»institutionnalisation» du séminaire en tant que «Processus d'Oran», conformément à la décision 815 du 35e sommet de l'UA, entérinant les conclusions de ce 8e séminaire.

Mohamed Mecelti

MAGRAMANE EN SUÈDE

Vers le renforcement de la coopération bilatérale

LE SECRÉTAIRE général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane, a co-présidé, avec son homologue suédois Jan Knutsson, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du royaume de Suède, la session de consultations politiques algéro-suédoises, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux parties ont passé en revue et identifier les projets de coopération mutuellement bénéfiques pour les deux pays. Il s'agit notamment des secteurs de la numérisation, de la digitalisation, des start-up, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation et des échanges académiques, de l'agriculture ainsi que de l'industrie, a précisé la même source.

En outre, les deux parties se sont «engagées à multiplier les échanges de visites ministérielles et à œuvrer de concert pour encourager les opérateurs des deux pays à conclure des partenariats fructueux sur la base du principe gagnant-gagnant».

Lors de cette session, les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation en Palestine occupée, la question du Sahara occidental occupé et la situation au Sahel ont également été examinées. A l'issue de cette rencontre, les deux parties ont réitéré «l'intérêt de maintenir le mécanisme régulier de consultations politiques bilatérales». Il a également été convenu que la prochaine session aura lieu l'année prochaine à Alger.

Il convient de noter que Lounès Magramane a entamé lundi dernier une tournée dans trois pays européens pour tenir des concertations politiques bilatérales. Lors de sa première halte en Belgique, il a co-présidé avec la présidente par intérim du comité de direction du ministère belge des Affaires étrangères, Théodore Gentzis, la 4e session des concertations politiques bilatérales. Le SG du ministère des Affaires étrangères a également rencontré la secrétaire d'Etat belge à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor. A cette occasion, les deux parties se sont félicitées du niveau de coopération entre l'Algérie et la Belgique et les perspectives de son renforcement au mieux des intérêts communs des deux pays. Sa visite en Belgique coïncidant avec le 63e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, M. Magramane a participé à la réception organisée par le Consulat général d'Algérie à Bruxelles au profit des membres de la communauté nationale établie en Belgique et au Luxembourg.

Sihem Bounabi